



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 DÉCEMBRE 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 7TH DECEMBER, 1918.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 13 septembre, 1918

L'honorable juge Wilfrid Mercier, membre du comité catholique du conseil de l'instruction publique.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments :

Québec, 13th September, 1918.

The Honourable Justice Wilfrid Mercier, to be a member of the catholic committee of the Council of Public Instruction.

Québec, le 14 novembre 1918.

M. C.-Omer Biron, notaire, de la cité de Sherbrooke, agent des terres et des bois de la Couronne pour la division de Saint-François. 4383

Quebec, 14th November, 1918.

C.-Omer Biron, notary of the city of Sherbrooke, to be Crown Lands and Forest agent for the Saint Francis division. 4384

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

## PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que  
*Assistant-Procureur-Général.* } dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la Province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants"; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Québec, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton de "Perrault";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de "Perrault", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Québec, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province, savoir:

Le territoire à être érigé en canton sous le nom de "Perrault" dans le comté de Québec, est borné vers le nord-ouest par le canton de Laure, vers le nord-est par les terres vacantes de la Couronne, vers le sud-est par les terres vacantes de la Couronne et la rive droite de la rivière aux-Eclairs, et vers le sud-ouest par la rivière Batiscan, et la rivière aux-Eclairs; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant d'un point, sur la rive gauche de la rivière Batiscan, vis-à-vis l'embouchure de la décharge du lac aux Perles, qui forme le coin sud du canton de Laure, la limite sud-est du dit canton de Laure, dans la direction Nord 45' est astronomique, sur une longueur de deux cent cinquante-sept chaînes (257 chs) plus ou moins, jusqu'à un point situé dans le prolongement, vers le nord-ouest, de la limite nord-est du fief Hubert; de ce point, qui forme aussi le coin nord du dit canton de Perrault, le dit prolongement de la limite nord-est du fief Hubert, suivant la course sud quarante-cinq degrés est (S. 45' E.) astronomique et sur une longueur de neuf cent soixante et dix-sept chaînes (977 chs.); de ce point, qui forme le coin est du dit canton de Perrault, une ligne longue de deux cent soixante-et-dix-sept chaînes (277 chs), plus ou moins, dans une direction sud quarante-cinq degrés ouest (S. 45'

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

## PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in  
*Deputy-Attorney-General.* } and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intituled: "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof"; And Whereas We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Quebec, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of "Perrault";

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of "Perrault", that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Quebec, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit :

The territory to be erected into a township under the name of "Perrault" in the county of Quebec, is bounded towards the northwest by the township of Laure, towards the northeast by the waste lands of the Crown, towards the southeast by the waste lands of the Crown and the right bank of the river aux-Eclairs, and towards the southwest by the river Batiscan and the river aux-Eclairs; its limits are described as follows, to wit :

Commencing at a point, on the left bank of the river Batiscan opposite the mouth of the discharge of lac aux Perles, which marks the south corner of the township of Laure, the southeast limit of said township of Laure in the direction north 45' east, astronomically, a distance of two hundred and fifty seven (257) chains, more or less, to a point situate in the prolongation, northwesterly of the northeast limit of Hubert fief; from this point, which is also the north corner of said township of Perrault, the said prolongation of the northeast limit of Hubert fief, running south forty five degrees east (S. 45' E.), astronomically, a distance of nine hundred and seventy seven (977 chs.) chains; from this point, which is the east corner of said township of Perrault, a line two hundred and seventy seven chains (277 chs), more or less, in the direction south forty five degrees west (S. 45' W.) astronomically and

O.), astronomique et pratiquement dans le prolongement de la ligne entre les huitième et neuvième rangs du canton de Lasalle, jusqu'à la rive droite de la rivière aux Eclairs; de là, dans une direction générale sud-ouest, la dite rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Batiscan, puis la rive gauche de cette dernière rivière, en la remontant, jusqu'au point de départ.

Le canton de Perrault, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de quarante mille (40,000) acres, plus ou moins, en superficie; tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le vingtième jour du mois de décembre prochain sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit vingtième jour du mois de décembre prochain, un canton sous le nom du canton de "Perrault" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions, touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de "Perrault" comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Très Honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, Membre de notre Très Honorable Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix de notre Ordre Très Distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

4399

practically in the prolongation of the line between the eight and ninth ranges of the township of Lasalle, to the right bank of the river aux-Eclairs; thence, in a general southwesterly direction, the said river to its mouth in the river Batiscan, then, the left bank of this last named river, up-stream, to the point of commencement.

The township of Perrault, as hereabove limited is of forty thousand (40,000) acres, more or less, in superficies; as the whole appears on the diagram of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the twentieth day of the month of December next, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said twentieth day of the month of December next, a township by the name of the township of "Perrault", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of "Perrault".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the ninth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

4400

### Lettres patentes

#### "Pollack Bros, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29 novembre 1918, constituant en corporation MM. Solon Eliasoph, avocat, Nathan Solomon, avocat, Hyman-I. Eliasoph, agent, Michael Leon Brown, agent, Samuel-D. Miller, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de manufacturiers de hardes, importateurs, marchands en gros et au détail de soieries et tissus de toutes espèces, ven-

### Lettres patent

#### "Pollack Bros, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 29th day of November, 1918, incorporating Solon Eliasoph, advocate, Nathan Solomon, advocate, Hyman I. Eliasoph, agent, Michael Leon Brown, agent, Samuel D. Miller, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of clothing manufacturers, importers, and wholesale and retail dealers of and in silk and textile fabrics of all kinds, whole

deurs d'occasion en gros et au détail, marchands drapiers et de fourrures, et généralement de toutes sortes d'effets, marchandises et produits d'aucune catégorie et description ;

Acheter les droits et intérêts que d'autres compagnies ou personnes peuvent avoir dans un commerce semblable et s'unir aux dites corporations exerçant un commerce similaire ;

Souscrire, tirer, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, et d'autres instruments négociables et transférables ;

Faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie.

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des susdits objets, sous le nom de "Pollack Bros, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 29 novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4387—49-2 C.-J. SIMARD.

**"The Vogue Waist and Dress Company, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29 novembre 1918, constituant en corporation MM. Morris Jacobson, Jack Levy, Maroc Maron et Henry Shapiro, marchands, Isidore Popliger, avocat, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer l'industrie de fabricants de robes, jupes, gilets pour dames ainsi que de tous autres accoutrements à l'usage des dames, exercer aussi effectivement, toute autre commerce de fabrication des tissus ;

Exercer aucun autre commerce ou faire toutes les autres choses qui sont nécessaires et se rattachent aux susdits objets de la compagnie et qu'elle croira susceptible d'être mis à exécution profitablement ;

Posséder des biens-fonds selon les besoins de la compagnie ;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "The Vogue Waist and Dress Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 29 novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4389—49-2 C.-J. SIMARD.

**"Scierie de La Sarre, limitée",**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1918, constituant en corpora-

sale and retail jobbers and dealers in clothing, furs, and generally all kinds of goods, merchandise and products of any kind or description ;

To buy the rights and interests which other companies or individuals may have in similar business or to consolidate with said companies of similar business ;

To make, draw, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To borrow money upon the credit of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Pollack Bros. Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4388—49-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Vogue Waist and Dress Company, Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of November, 1918, incorporating Messrs. Morris Jacobson, Jack Levy, Maroc Maron and Henry Shapiro, merchants, Isidore Popliger, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturer of ladies' dresses, skirts, waist and any and all kinds of other ladies' wear, and in fact to carry on such other business of manufacturing in the textile line ;

To carry on any other business or do any and all things that are necessary and incidental to the above objects of the company and which may appear to the company capable of being carried on profitably ;

To own real estate as per the requirements of the company ;

To subscribe for, take over or otherwise acquire shares and securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the present company, under the name of "The Vogue Waist and Dress Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4390—49-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Scierie de La Sarre, limitée",**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1918, incorporating M.M.

tion, M.M. Joseph-Médard-Pascal Boucher, François Delâge dit Lavigneur, Stanislas Bordeleau, Thomas Rioux et Jean Rioux, tous industriels, de La Sarre, dans les buts suivants :

Acheter, vendre et trafiquer des propriétés de toutes sortes mobilières et immobilières, et des biens-fonds, mines, droits miniers, source à gaz et d'huile, concessions forestières, droits de coupe, forces hydrauliques, droits de passage par eau, mortgages, hypothèques, actions, obligations et autres valeurs ;

Construire, maintenir, aménager, changer et modifier des hôtels, maison de rapports, résidences, bâtisses à bureaux, théâtres, entrepôts, usines, moulins, manufactures et d'autres édifices d'aucune et de toute espèce quelconque ;

Assumer et entreprendre la gérance et l'administration de la propriété mobilière et immobilière ;

Faire affaire comme marchands de bois et fabriquer, acheter, vendre et autrement faire le trafic des bois de toutes les espèces y compris toutes les opérations avantageuses ou conduisant à l'exercice du dit commerce, y compris la construction, le maintien et la mise en activité de moulins, ou d'aucune autre construction nécessaire ou avantageuse à l'exercice des opérations forestières ;

Générer et transmettre le gaz d'éclairage, l'électricité et la force motrice, pour les fins de l'industrie de la corporation, disposer du surplus, sujet aux droits des municipalités dans lesquelles la compagnie pourra exploiter, cette exploitation sera faite dans le canton La Sarre province de Québec ;

Conclure avec aucuns pouvoirs municipaux, locaux ou autres, aucuns arrangements paraissant se rattacher aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucun tel pouvoir aucuns droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à aucuns tels arrangements, droits privilèges et concessions ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles, pour le prix que la corporation jugera convenable et spécialement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation ;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif, des privilèges, contrats, droits, demandes, obligations d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie ;

Souscrire ou acquérir par achat, bail ou autrement des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Emettre des actions libérées, des actions-obligations, des bons ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété ou des droits acquis, des services rendus ou que l'on conviendra de rendre, pour travail fait ou que l'on conviendra d'exécuter pour la compagnie, pour payer et satisfaire aux dettes ou obligations de la corporation, pour prélèvement de deniers à aucun autre objet de la compagnie et garantir le paiement de ces actions-obligations, débentures, bons ou autres valeurs de la corporation par hypothèque ou autrement sur l'actif mobilier ou immobilier de la compagnie ;

Joseph-Médard-Pascal Boucher, François Delâge dit Lavigneur, Stanislas Bordeleau, Thomas Rioux and Jean Rioux, all manufacturers, of La Sarre, for the following purposes :

To purchase, sell and deal in moveable and immoveable property of every kind, and real estate, mines, mining rights, oil and gaswells, forest concessions, rights to cut timber, hydraulic powers, waterway rights, mortgages, hypothecs shares, bonds and other securities ;

To construct, maintain, furnish, change and modify hotels, apartment houses, residences, office buildings, theatres, warehouses, workshops, mills, factories and other structures of any and every kind whatever ;

To take over and undertake the management and administration of moveable and immoveable property ;

To carry on business as lumber merchants and manufacture, purchase, sell and otherwise deal in lumber of all kinds, including any operations advantageous or conducive to the exercise of the said business, including the construction, maintenance and the operation of mills or any other structure necessary or advantageous for the carrying on of lumbering operations ;

To generate and transmit gas for lighting, electricity and motive power for the purposes of the business of the corporation, dispose of the surplus, subject to the rights of the municipalities in which the company may operate, such exploitation shall be made in the township of La Sarre, Province of Quebec ;

To enter into any arrangements with any municipal, local or other authorities, appearing to be connected with the objects of the company, or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions that the company may deem desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part of same, for the price that the corporation may deem advisable and especially for the shares, bonds, debentures or securities of any other corporation ;

To acquire, purchase or assume the whole or any part of the business, undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights, claims, bonds of any company, firm or person carrying on any business that this corporation is authorized to carry on or in possession of property suitable for the purposes of the company ;

To subscribe for or acquire by purchase, lease or otherwise shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business that the present corporation is authorized to carry on, or any business similar to same, and hold, reissue with or without security, or otherwise dispose of same ;

To issue paid up shares, debenture-stock, bonds or other securities of the company in whole or part payment for any property or rights caquired services rendered or that may be rendered, work done or that may be done for the company, pay off and settle the debts or obligations of the corporation, levy money for any other object of the company and guarantee the payment of such debenture-stock, bonds, debentures or other securities of the corporation by hypothec or otherwise on the moveable or immoveable assets of the company ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes, ou aucune d'icelles, soit seule, soit conjointement avec d'autres, ou comme facteur ou agent pour d'autres personnes ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement d'aucun des objets ci-haut ;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Scierie de La Sarre, limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune, dont deux cent quarante (240) parts préférentielles et deux cent cinquante (250) parts ordinaires.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à La Sarre, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4401-49-2 C.-J. SIMARD.

#### "Compagnie Forestière Bourmont".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de novembre 1918, constituant en corporation M.M. Alcide Beaulieu, commerçant de bois, Marie-Louis Beaulieu, étudiant, Agnès Morency, épouse séparée de biens de Alcide Beaulieu, tous trois de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Beauce, Corinne-Alma Poulin, sténographe et Rodolphe Marcotte, agent d'assurance, tous deux de la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Beauce, dans les buts suivants :

Manufacturer les bois et leurs produits et en faire le commerce ;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de propriétés mobilières et immobilières ;

Emettre des actions libérées en entier ou en partie, pour argent reçu ou pour propriété ou droits acquis ou pour services rendus ;

S'unir ou vendre à d'autres compagnies, pour considération, y compris l'échange, la livraison ou la réception d'actions libérées en tout ou en partie ;

Employer en tout ou en partie, ses fonds ou propriétés pour l'achat d'action ou autres valeurs d'autres corporations ;

Faire ces choses soit seule, soit conjointement, comme principale ou agent, sous le nom de "Compagnie Forestière Bourmont", avec un capital social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000.00), divisé en dix-neuf cents (1900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4307-48-2 C.-J. SIMARD.

#### "Canadian Steel Products Company, Incorporated"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de novembre 1918, constituant en

To do all and everything hereby authorized or any of such, either singly or jointly with others or as factor or agent for other persons ;

To do all such other things as may be connected with or conducive to the attainment of any of the hereabove objects ;

No power granted in any paragraph hereof shall be limited or restricted by reference to any other paragraph or deduction thereof, under the name of "Scierie de La Sarre, limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which two hundred and forty (240) preferred and two hundred and fifty (250) common shares.

The principal place of the business of the corporation, will be at La Sarre, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4402-49-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Compagnie Forestière Bourmont".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1918, incorporating Alcide Beaulieu, lumber dealer, Marie-Louis Beaulieu, student, Agnes Morency, wife separated as to property of Alcide Beaulieu, all three of Saint-Benoît-Labre, Corinne-Alma Poulin, stenographer and Rodolphe Marcotte, insurance agent, both of the parish of Saint-Georges, in the county of Beauce, for the following purposes :

To manufacture and deal in wood and all products thereof ;

To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of moveable and immoveable property ;

To issue wholly or partly paid up shares for cash received or for property or rights acquired or for services rendered ;

To unite with or sell out to other companies for considerations, including the exchange delivery or acceptance of fully or partly paid up shares ;

To apply the whole or part of its funds or property to the purchase of shares or other securities of other corporations ;

To do such acts either alone or in conjunction with others, as principal or agent under the name of "Compagnie Forestière Bourmont" with a capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into one thousand nine hundred (1900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporations, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4308-48-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Canadian Steel Products Company, Incorporated"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1918, incorporating M.M. Arthur-

corporation MM. Arthur-Reginald Whitney Plimsoll, Thomas-J. Coonan, avocats ; Francis-A. Bussière, Henry-A. Kavanagh, étudiants et John-C. Kelly, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Produire, manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, faire le commerce, et être traficants d'occasion de toutes les sortes de matières premières, marchandises, produits chimiques et matières colorantes, des métaux comprenant le cuivre, le plomb, le zinc, le métal babbitt, le composé d'étain ainsi que tous les autres métaux blancs, le fer, y compris la gueuse, le vieux fer et autre en usage dans l'industrie des fonderies et laminoirs, depuis le minerai jusqu'aux produits laminés, tous les objets qui en sont faits, les machines, épaves (des navires, bâtisses, ponts et d'aucunes autres structures) ;

Agir comme marchands en gros et au détail, et soit comme principaux, soit comme agents, facteurs, marchands à commission, aussi en qualité de représentants des manufacturiers ;

Etre fondeurs et affineurs de toutes les sortes de métaux blancs et résidus métalliques ;

Acquérir aucune entreprise ou aucun actif avec des actions libérées de la compagnie, et du numéraire ;

Acquérir, se servir et disposer, pour le commerce de la compagnie, de marques de commerce, patentes, concessions, licences et choses semblables ;

Acquérir, détenir, utiliser et aliéner aucune propriété immobilière et mobilière, pour les fins de la corporation ;

Acquérir, détenir et aliéner aucunes obligations dans aucune autre compagnie semblable ;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ; aliéner l'actif de la corporation pour du numéraire ou des obligations, et en distribuer le produit de la vente aux actionnaires ;

Garantir les obligations d'aucune compagnie ou personne ;

Exercer aucune industrie se rattachant à la précédente ;

Chaque paragraphe des présentes sera interprété indépendamment des autres, sous le nom de "Canadian Steel Products Company, Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

4311—48-2

C.-J. SIMARD.

Reginald-Whitney Plimsoll, Thomas-J. Coonan, advocates ; Francis-A. Bussière, Henry-A. Kavanagh, students, and John-C. Kelly, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To produce, manufacture, buy, sell, export, import, deal in and act as jobbers of all kinds of raw materials, merchandise, chemical and dye-stuffs, metals (including copper, lead, zinc, babbitt, pewter and all other white metals), iron (including pig, scrap and all other iron for the foundry and rolling mill trade), from the ore to the finished products, all objects made therefrom, machinery, wrecks (of ships, buildings, bridges and of any other constructions) ;

To act as wholesale or as retail dealers, and either as principals or as agents, factors, commission merchants, and as manufacturers representatives ;

To act as smelters and refiners of all kinds of white metals and drosses ;

To acquire any undertaking or assets for paid up shares in the company and or cash ;

To acquire, use and dispose of for the company trade marks, patents, concessions, licenses and the like ;

To acquire, hold, use and dispose of any immovable and moveable property for the purposes of the company ;

To acquire, hold and dispose of any securities of any other similar company ;

To consolidate with any other company ; to dispose of the assets of the company for cash, or securities and to distribute the proceeds among the shareholders ;

To guarantee the obligations of any company or person ;

To carry on any business incidental to the foregoing ;

Each paragraph hereof shall be interpreted independently of the others, under the name of "Canadian Steel Products, Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,

4312—48-2

Assistant Provincial Secretary.

## Lettres Patentes supplémentaires

## Supplementary Letters Patent

### "Laurentide Sand and Gravel, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de novembre 1918 à "Laurentide Sand and Gravel, Limited", augmentant le fonds social de la dite compagnie de la somme de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00) à la somme de cent quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$149,500.00), en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

### "Laurentide Sand and Gravel, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1918, increasing the capital stock of the "Laurentide Sand and Gravel, Limited" from the sum of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), to that of one hundred and forty nine thousand five hundred dollars (\$149,500.00), the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4299-48-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4300-48-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Johnson-Jennings, Incorporated"**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 novembre 1918, à C.-R.-G. Johnson, Poirier & Jennings, Incorporated", changeant son nom en celui de Johnson-Jennings, Incorporated, tel changement devant prendre effet à partir du premier mai 1919.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4317-48-2 C.-J. SIMARD.

**"Johnson-Jennings, Incorporated"**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first November, 1918, changing the name of "C.-R.-G. Johnson, Poirier & Jennings, Incorporated" to that of "Johnson-Jennings, Incorporated" the said change to take effect as and from the 1st of May, 1919.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1918.

C. J. SIMARD,  
4318-48-2 Assistant Provincial Secretary.

**Demandes à la législature**

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour amendements à la charte de ladite cité sur les sujets suivants :

Finances municipales et leur administration ; emprunts et application du produit de ces emprunts ; liste électorale ; évaluation, rôle de cotisation et leur contestation ; chemins municipaux ; aqueducs ; trottoirs ; licences ; taxes d'immeubles, taxes personnelles et taxes d'eau ; travaux municipaux et répartition du coût de ces travaux ; règlements et mise en vigueur de ces règlements ; système municipal d'éclairage et de pouvoir par l'électricité ou autrement ; protection contre l'inondation ; amélioration de la digue et de la grève, et coût de ces travaux.

Les procureurs de la cité de Verdun,

FAUTEUX & FAUTEUX.

Montréal, 14 novembre 1918. 4377-49-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir les amendements suivants à sa charte :

1. Que la section 5638 des Statuts refondus de Québec de 1909, concernant les règlements pour la protection de la personne et de la propriété, fasse partie de sa charte ;

2. D'amender le paragraphe 21 de la section 5639 des Statuts refondus de Québec de 1909, déclarée faire partie de la charte de la cité, par la section 16 de la loi 8 George V, chapitre 86, et de remplacer la section 46, 58 Victoria, chapitre 52, conservée par la section 18 du chapitre 95, 5 George V, de manière que ladite cité de Saint-Hyacinthe ait les pouvoirs suivants :

Le conseil de ville aura le droit d'imposer une taxe spéciale sur tous les propriétaires de terrains de ladite cité pour faire face aux frais d'ouverture, confection et entretien des rues ou parties de rues, et confection et entretien des trottoirs, canaux et égouts, ainsi que pour le coût de l'éclairage des rues, places publiques et édifices municipaux, telle taxe devant être basée sur le rôle d'évaluation des propriétés immobilières alors en vigueur.

Quant à ce qui concerne les frais d'ouverture et de confection des rues ou de parties de rues, moins le coût réel du terrain, la construction des pavages, des trottoirs, des canaux ou égouts, cinquante pour cent du coût desdits travaux seront chargés aux propriétaires riverains d'un côté ou des deux

**Applications to the Legislature**

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to the charter of the said city of the following matters :

Municipal finances and administration thereof ; loans and the disposal of the proceeds thereof ; electoral lists ; valuation and assessment rolls and contestation thereof ; municipal roads ; water-works ; sidewalks ; licenses ; real estate and personal taxes ; water rates ; municipal works and apportionment of the costs thereof ; by-laws and the enforcement thereof ; municipal lighting and power system by electricity or otherwise ; flood protection and river front improvements, and the costs thereof.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for the city of Verdun.

Montreal, 14th November, 1918. 4378-49-4

Public notice is hereby given that the city of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the following amendments to its charter :

1. That section 5638 of the Quebec Revised Statutes of 1909, respecting by-laws for the protection of persons and property, form part of its charter ;

2. To amend paragraph 21 of section 5639 of the Quebec Revised Statutes of 1909, declared as forming part of the city charter, by the section 16 of the Act 8 George V, chapter 86, and to replace section 46, 58 Victoria, chapter 52, retained by section 18 of chapter 95, 5 George V, so that the said city of Saint-Hyacinthe shall have the following powers :

The city council shall be empowered to levy a special tax on all proprietors of land in said city to meet the expenses of the opening, building and maintenance of streets or parts of streets, the building and maintenance of sidewalks, mains and sewers, and the costs for the lighting of streets, public places and municipal buildings, such tax to be based on the valuation roll of immoveable property then in force.

In what concerns the costs of the opening and building of streets or parts of streets, less the real cost of the land, the making of paving, sidewalks, mains and sewers, fifty per centum of the cost of such works shall be charged to bordering proprietors on one side or on both sides of the street,

côtés de la rue, suivant le front de leurs immeubles en face desquels lesdits travaux seront exécutés, et la balance sera payée par une taxe spéciale basée sur le rôle d'évaluation des propriétés immobilières alors en vigueur.

Les cinquante pour cent prélevés sur les propriétés riveraines intéressées seront payables en dix versements annuels, avec intérêt de six pour cent l'an sur la partie non payée, le débiteur ayant la faculté d'acquitter, en tout temps, sa répartition en entier.

Dans le cas de la construction d'un égout ayant plus de douze pouces de diamètre, ou construit à une profondeur de plus de huit pieds, la partie du coût payable par le propriétaire localement ne pourra excéder cinquante pour cent du coût d'un égout de douze pouces de diamètre ou d'un égout construit à une profondeur de huit pieds; l'excédant devant être prélevé et réparti sur tous les biens immobiliers dans ladite cité, tel qu'édicte au paragraphe premier du présent article.

Lorsque les travaux ci-dessus seront exécutés parallèlement à la ligne de profondeur d'un lot, il ne sera chargé au propriétaire dudit lot, pour tels travaux, que pour un quart de cette profondeur, la balance desdits travaux et de ceux exécutés à l'intersection des rues ou en face des propriétés publiques, pour la moitié s'il y a des propriétaires privés d'un côté de la rue, devant être prélevée et répartie sur toutes les propriétés immobilières de la cité, tel qu'édicte dans le premier paragraphe du présent article; ces différents modes d'imposer cette taxe spéciale s'appliquent, tant aux travaux de la nature de ceux ci-dessus mentionnés fait depuis 1915, qu'à ceux qui seront faits à l'avenir.

Ou pour autoriser ladite cité à emprunter toutes sommes nécessaires pour rembourser les argentés déjà payés par les propriétés riveraines pour travaux permanents de pavage et de trottoirs faits depuis 1915, et d'en répartir le montant, par voie de taxes spéciales, sur tous les biens immobiliers sujets à taxation pour ces travaux;

3. Que la cité de Saint-Hyacinthe soit autorisée à emprunter soixante mille piastres pour rembourser même somme devenant échue le 1er novembre 1919, et ce en vertu d'un règlement de cette cité en date du 31 août 1894, intitulé: "Règlement pour venir en aide à la Cie Manufacturière de Saint-Hyacinthe";

4. Pour amender le paragraphe 24 de la section 6680 des Statuts refondus de 1909, tel qu'édicte pour la cité par la section 22 de ladite loi 8 George V, chapitre 86, de manière à prolonger de deux ans le délai qui est mentionné, et pendant lequel la cité de Saint-Hyacinthe était autorisée d'acheter et vendre, pendant le temps de la guerre qui vient de se terminer, et pourvu que ça ne soit pas à un prix moindre que le prix coûtant, du combustible et des denrées alimentaires aux résidents de la cité de Saint-Hyacinthe;

5. Enfin, pour obtenir tous autres amendements jugés nécessaires et être dans l'intérêt et pour la meilleure administration des affaires de cette cité.

L'agent et procureur de ladite cité de Saint-Hyacinthe,  
J.-O. BEAUREGARD.  
Saint-Hyacinthe, 30 novembre 1918. 4415-49-4

according to the frontage of their property apposite which the said works are executed, and the balance shall be paid by a special tax based on the valuation roll of immoveable property then in force.

The fifty per centum levied on the interested bordering properties shall be payable in ten annual instalments, with interest at six per cent per annum on the unpaid instalments, the debtor being at liberty to pay, at any time, his whole assessment.

In the case of the construction of a sewer of over twelve inches in diameter, or constructed at a depth of over eight feet, the portion of the cost payable by the proprietor locally shall not exceed fifty per centum of the cost of a sewer twelve inches in diameter or of a sewer built at a depth of eight feet; the excess to be levied and assessed on all the immoveable property in the said city, as enacted in the first paragraph of this article.

When the hereabove work shall be carried out parallelly with the depth line of a lot, the proprietor of the lot shall be charged for only one quarter of the said depth for such work, the balance of the said work and of that carried out at the intersection of the streets or in front of public property, for the half if there be private proprietors on one side of the street, shall be levied and assessed on all the immoveable property of the city, as enacted in the first paragraph of this article; such different modes of imposing this special tax applying, both to the work of the nature of that hereinabove mentioned carried out since 1915, and to that to be hereafter carried out.

Or to authorize the said city to borrow any amounts necessary to reimburse the money already paid by the riparian proprietors for permanent paving work and sidewalks made and done since 1915, and to assess the amount, by way of special taxes, on all the immoveable property liable to taxation for such work;

3. That the city of Saint-Hyacinthe be authorized to borrow sixty thousand dollars to reimburse a like amount becoming due on the 1st November, 1919, and such in virtue of a by-law of the said city dated the 31st August, 1894, entitled: By-law for aid to the "Cie Manufacturière de Saint-Hyacinthe";

4. To amend paragraph 24 of section 6680 of the Revised Statutes of 1909, as enacted for the city by section 22 of the said act 8 George V, chapter 86, so as to extend for two years the delay therein mentioned, and during which the city of Saint-Hyacinthe was authorized to purchase and sell, during the time of the war just over, and provided it be at a price not less than cost, fuel and food to the residents of the city of Saint-Hyacinthe;

5. Finally, to obtain any other amendments deemed necessary and in the interest and better administration of the business of the city.

J.-O. BEAUREGARD,  
Agent and attorney for the said city of Saint-Hyacinthe.  
Saint-Hyacinthe, 30th November, 1918.  
4416-49-2

Avis est par le présent donné au public que la "British America Nickel Corporation, Limited", qui a actuellement son siège social et sa principale place d'affaires dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal et de la corporation de la partie sud

Public notice is hereby given that British America Nickel Corporation, Limited, presently having its head office and chief place of business in the city of Ottawa, in the Province of Ontario, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act to confirm a resolution of the municipal council and of the corporation of the south part of the town-

du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa et la province de Québec, par laquelle il est accordé une exemption de payer des taxes municipales durant une période de vingt ans à compter du 13 avril 1918, sur son usine d'affinage du nickel et les accessoires dans la partie sud du canton de Hull, déclarant ladite résolution et les exemptions qu'elle comporte légales et de nature à lier ledit conseil municipal et la corporation de la partie sud du canton de Hull, ainsi que toutes les municipalités dans le territoire desquelles seront situées des propriétés ainsi exemptées durant cette période de vingt années.

L'avocat de ladite "British America Nickel Corporation, Limited",  
HENRY AYLEN.

53, rue Queen.  
Ottawa, 2 décembre 1918. 4417—49-4

Avis public est par le présent donné que Abraham-Saul Cohen s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi le dispensant de l'obligation de subir les examens préliminaires d'admission à l'étude du droit, et autorisant le barreau de la province de Québec à admettre ledit Abraham-Saul Cohen parmi les membres de ce barreau, après avoir subi les épreuves pour l'admission à la pratique de la profession dans la province de Québec.

ABRAHAM-SAUL COHEN.  
Les procureurs d'Abraham-Saul Cohen,  
JACOBS, COUTURE & FITCH.  
Montréal, 3 décembre 1918. 4427

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Lecavalier & Riel, limitée", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale prolongeant la durée des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi 6, Georges V, chapitre 79, et pour autres fins.

Le président et procureur des pétitionnaires,  
MAX. PESNER.  
Montréal, 21 novembre 1918. 4323—48-4

Avis public est par les présentes donné que "L'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec" et "L'Association des comptables de Montréal" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale créant une corporation désignée sous le nom de: "Les comptables publics de la province de Québec", et accordant aux membres de cette corporation certains pouvoirs et privilèges spéciaux, en rapport avec l'exercice de la profession de comptables dans cette province, et pour autres fins.

Le procureur des pétitionnaires,  
GEO. GONTHIER.  
Montréal, 21 novembre 1918. 4325—48-4

Avis est par le présent donné que, la "Montreal Trust Company" sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de vente de la propriété y désignée, faite par Dame Harline Kimber, veuve de feu Charles-Richard-Fox Boxer, comme grevé, et par le curateur à la substitution en faveur de la compagnie sus-nommée, et passé devant Robert-Bennett Hutcheson, notaire, en la cité de Montréal, le 30 avril 1912, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest.

Les procureurs de la requérante,  
HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE.  
Montréal, 18 novembre 1918. 4345—48-4

ship of Hull, in the county of Ottawa, and Province of Quebec, granting said British America Nickel Corporation, Limited, exemption from the payment of municipal taxes during the period of twenty years from the 13th April, 1918, on its nickel refining plant and accessories in the south part of the township of Hull, and declaring said resolution and exemptions legal and binding upon the said municipal council and corporation of the south part of the township of Hull, and upon all municipalities within which such exempted properties shall be included during such period of twenty years.

HENRY AYLEN,  
Solicitor for said British America Nickel Corporation, Limited.

53 Queen street.  
Ottawa, 2nd December, 1918. 4418—49-4

Public notice is hereby given that Abraham-Saul Cohen will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a bill dispensing him from the obligation of taking the preliminary examinations admitting him to the study of law, and authorizing the bar of the Province of Quebec to admit the said Abraham-Saul Cohen to membership in such bar, after passing the examinations for admission to the practice of the profession in the Province of Quebec.

ABRAHAM-SAUL COHEN  
JACOBS, COUTURE & FITCH,  
Attorneys for Abraham-Saul Cohen.  
Montreal, 3rd December, 1918. 4428

Public notice is hereby given that the company "Lecavalier & Riel, limitée", of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law extending the powers granted to it by the Act 6, George V, chapter 79, and for other purposes.

MAX. PESNER,  
The president and attorney for petitioners.  
Montreal, 21st November, 1918. 4324—48-4

Public notice is hereby given that the "Institute of accountants and auditors of the province of Quebec" and the "Association of accountants in Montreal" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law creating a corporation under the name of "The public accountants of the Province of Quebec", and granting to the members of said corporation certain special powers and privileges in connection with the practice of the profession of accountants in this province, and for other purposes.

GEO. GONTHIER,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 21st November, 1918. 4326—48-4

Notice is hereby given that the "Montreal Trust Company" will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm a deed of sale of the property therein described, made by Dame Harline Kimber, widow of the late Charles-Richard-Fox Boxer, as institute, and by the curator to the substitution in favor of the above named company, and passed before Robert-Bennett Hutcheson, notary, at the city of Montreal, on the 30th day of April, 1912, and duly registered in the registration division of Montreal-West.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,  
Attorneys for applicant.  
Montreal, 18th November, 1918. 4346—48-4

Avis est par le présent donné que Marvin Smith, John-J. Mullin, Hiram-A. Best et C.-O. Jones, tous de la ville de Bedford, dans le district de Bedford, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour eux-mêmes et d'autres contribuables, l'adoption d'une loi amendant la loi connue comme étant le chapitre 77 des Statuts passés en l'année 1890 par ladite Législature, constituant en corporation la ville de Bedford, aux fins de faire diverses prescriptions avec le chapitre un du titre onze des Statuts révisés de Québec applicables à ladite ville, pourvoir à une représentation plus équitable des quartiers qui divisent la ville, la perception et la dépense du revenu, la mise en exécution d'améliorations locales, la manière de disposer de la propriété de la ville, l'accroissement et l'extension de ses pouvoirs relatifs à l'acquisition et au contrôle de l'approvisionnement de l'eau, de l'éclairage électrique et de la force motrice, et pour d'autres fins.

Les procureurs des requérants,  
HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE.  
Bedford, 27 novembre 1918. 4343—48-4

Notice is hereby given that Marvin Smith, John-J. Mullin, Hiram-A. Best and C.-O. Jones, all of the town of Bedford, in the district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of themselves and other rate-payers, for an act to amend the act known as chapter 77 of the Statutes passed in the year 1890 by the said Legislature, incorporating the town of Bedford, for the purpose of making divers provisions of chapter one of title eleven of the Revised Statutes of Quebec applicable to the said town, to provide for the more equitable representation of the wards into which the said town is divided, the raising and expenditure of revenue, the carrying out of local improvements, the disposal of property of the town, to enlarge and extend its powers in respect of acquiring and controlling the supply of water, electric light and power, and other purposes.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,  
Attorneys for applicants.  
Bedford, 27th November, 1918. 4344—48-4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte concernant les matières suivantes : Augmenter et changer ses pouvoirs de réglementation concernant : l'ouverture, l'amélioration et l'entretien des rues et places publiques et la répartition du coût des dépenses encourues pour ces fins, la subdivision de terrains comportant création, fermeture ou déplacement de rues et ruelles, l'enlèvement des matières de rebut et nuisibles, l'enregistrement au rôle d'évaluation des mutations de locataires d'immeubles ; changer les dispositions de la loi 7 George V, chapitre 69, section 10, concernant les taxes spéciales à prélever en rapport avec les travaux d'aqueduc, de canaux d'égoût, de pavage et trottoirs déjà exécutés ; l'autoriser à prélever des taxes d'affaires ou licences sur les propriétaires de véhicules-moteurs exerçant le métier de charretiers ou d'entrepreneurs de transport dans la municipalité ; augmenter ses pouvoirs d'emprunt sur billets promissoires ; l'autoriser à emprunter spécialement pour améliorer son système d'éclairage à l'électricité, compléter le pavage de la rue Saint-Joseph, prolonger son aqueduc et ses canaux d'égoûts et exécuter d'autres travaux municipaux ; abroger les dispositions de la loi 5 George V, chapitre 96, concernant le placement de son fonds d'amortissement et l'expropriation de terrains nécessaires au prolongement de la rue Sainte-Catherine ; l'autoriser à imposer une taxe sur les célibataires ; l'exempter du paiement de taxes ou licences au gouvernement de la province sur ses véhicules-moteurs : légaliser son règlement No 278 passé le 29 août 1918, pourvoyant à l'amélioration de son système de distribution de l'électricité et à un emprunt de \$22,000.00, et pour autres fins.

Le procureur de la cité de Lachine,  
A.-S. PELLETIER.  
Lachine, 27 novembre 1918. 4349—48-2

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter respecting the following matters : To augment and change its powers of regulation concerning : the opening, improvement and maintenance of streets and public places and the apportionment of the cost of the expenses incurred for such purposes, the subdivision of land entailing the establishment or displacement of streets and lanes, removal of noxious and refuse matter, the registration on the valuation roll of the changes of the lessees of immoveable property ; to change the provisions of the act 7 George V, chapter 69, section 10, respecting the special taxes to levy in connection with the water-works, sewers, paving and sidewalks already executed ; to authorize it to levy business taxes or licenses on the owners of motor vehicles carrying on the trade of carters or transportation contractors in the municipality ; to increase its borrowing powers on promissory notes ; to authorize it to borrow specially for improving its electric light system, complete the paving of Saint-Joseph street, extend its aqueduct and sewers and execute other municipal works ; to abrogate the provisions of the act 5 George V, chapter 96, respecting the investment of its sinking fund and the expropriation of land necessary for the prolongation of Sainte-Catherine street ; for authorization to impose a tax on bachelors ; for exemption of the payment of taxes or licenses to the government of the Province on its motor vehicles ; to legalize its by-law No. 278 passed on the 29th August, 1918, providing for the improvement of its electric light system of distribution and for a loan of \$22,000.00, and for other purposes.

A.-S. PELLETIER,  
Attorney for the city of Lachine.  
Lachine, 27th November, 1918. 4350—48-4

Avis public est donné que les propriétaires des lots numéros 251, 467, 468, 469, 473 et 254 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, et de la partie du lot numéro 242 dudit cadastre située à l'ouest de l'avenue Monklands, autrefois connue sous le nom de "Chemin O'Brien", s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi enjoignant à la ville de Saint-Laurent, de remplir les obli-

Public notice is hereby given that the owners of lots Nos. 251, 467, 468, 469, 473 and 254 of the cadastre of the parish of Saint-Laurent and of that part of lot number 242 of said cadastre west of Monklands avenue, formerly known as "O'Brien Road", will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an act enjoining the town of Saint-Laurent to fulfill the obligations set forth in section 4 of

gations prévues par l'article 4 de la loi 3 George V, 1912, chapitre 71, dite "Loi amendant la charte de la ville Saint-Laurent", et notamment d'exécuter les améliorations indiquées dans ladite loi, et au cas où, pour exécuter lesdites améliorations, la ville Saint-Laurent dépasserait son pouvoir d'emprunt, imposant une taxe spéciale sur toutes les propriétés foncières situées dans ladite ville, excepté les terrains plus haut décrits, et accordant une exemption de taxes à ces terrains tant que lesdites améliorations n'auront pas été parachevées, et pour d'autres fins.

Les avocats des requérants,  
DESSAULLES, GARNEAU & VANIER.  
Montréal, 25 novembre 1918. 4365—48-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet d'obliger la ville de Montréal à subventionner annuellement pour la somme de \$10,000 au minimum chacune, les cliniques dentaires suivantes, affectées aux soins dentaires des enfants pauvres des écoles : de l'hôpital Saint-Luc, du Wounded Soldiers Dental Hospital, de l'Université Laval et de l'Université McGill.

Requérants : Gaston Maillet, D.D.S. ; Gilbert LaRue et Arthur Langlois, journalistes.  
4367—48-4

Avis public est par le présent donné que le sousigné, M. Onesiphore-E. Talbot, de la cité de Québec, percepteur du revenu, donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes :

Pour faire annuler le testament, en date du 19 septembre 1912, de feu Dame Mary-Ann-Law Guilmartin, épouse dudit O.-E. Talbot, en son vivant de la cité de Québec, lequel testament a ainsi été fait, grâce à une conspiration ourdie depuis longtemps par plusieurs personnes et son père adoptif, feu Laurence-J. Guilmartin et sa femme, en vue de dépouiller ledit O.-E. Talbot de ses droits dans la succession de son épouse, laquelle conspiration a été découverte depuis la mort de ladite feu Dame Talbot par des lettres dudit feu L.-J. Guilmartin, maintenant en la possession dudit O.-E. Talbot, et aussi pour faire mettre côté de ledit testament comme entaché du vice légal d'immoralité.

Le procureur du requérant,  
M.-A. LEMIEUX.  
Québec, 15 novembre 1918. 4241-47-4

Avis public est par le présent donné que "The Boys' Home of Montreal" et les directeurs de "The Boys' Farm and Training School", demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption de lois amendant une loi relative à "The Boys' Home of Montreal", chap. 138 des Statuts 8 Édouard VII, Québec, de manière à rompre le lien qui existe actuellement entre "The Boys' Home of Montreal" et "The Boys' Farm and Training School", pour amender les chartes des deux institutions, et pour d'autres objets.

Les procureurs des requérants,  
CAMPBELL, McMASTER,  
ANGERS & BRUNEAU.  
Montréal, 19 novembre 1918. 4269—47-4

Avis public est par le présent donné que la "Cité de Lévis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes :

the act 3 George V, 1912, chapter 71, intituled, "Law amending the charter of the town of Saint-Laurent", and in particular to carry out the improvements indicated in such act, and in case that the town of Saint-Laurent, for the purpose of carrying out such improvements, should exceed its borrowing powers, to have a special tax imposed on all immoveables situate within the limits of the said town, with the exception of those lots above described, such lots to be exempt from taxation until such improvements are carried out, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 25th November, 1918. 4366—48-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to compel the city of Montreal to subsidize annually the sum of ten thousand dollars (\$10,000), at the minimum for each of the following dental clinics to take care of the bad teeth of the poor school children : Dental clinics of Saint-Luke's Hospital, of Wounded Soldiers' Dental Hospital, of Laval University, and of McGill University.

Applicants : Dr. Gaston Maillet, D.D.S. ; Gilbert LaRue and Arthur Langlois, journalists.  
4368—48-4

Public notice is hereby given that Onesiphore-E. Talbot esq., of the city of Quebec, collector of provincial revenue, will apply to the Législature of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of an act for the following object :

To nullify the testament, dated 19th September, 1912 of the late Dame Mary-Ann-Law Guilmartin, wife of the said O.-E. Talbot, in her lifetime of the city of Quebec, said will having been made under the pressure of a conspiracy devised and for a long time carried on by different parties and her adopted father, the late Laurence-J. Guilmartin, and his wife, for the purpose of depriving the said O.-E. Talbot of his rights in his wife's estate, which said conspiracy has been disclosed since the death of the late Dame Talbot through letters written by the said late L. J. Guilmartin now in the possession of the said O.-E. Talbot, and to set aside the said will as being tainted with the legal vice of immorality.

M.-A. LEMIEUX.  
Attorney for petitioner  
Québec, 15th November, 1918. 4242-47-4

Public notice is hereby given that "The Boys' Home of Montreal" and the directors of "The Boys' Farm and Training School", at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, will make application for the passing of acts to amend an act recpecting "The Boys' Home of Montreal", chapter 138 of the Statutes of 8 Edward VII, Quebec, to bring to an end the connection which now exists between "The Boys' Home of Montreal" and "The Boys' Farm and Training School", to amend the charters of both institutions, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER,  
ANGERS & BRUNEAU.  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 19th November, 1918. 4270—47-4

Public notice is hereby given that the "City of Lévis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter on the following matters :

Limites de la cité, division en quartiers, description des quartiers, composition du conseil, représentation municipale, secrétaire pour estimateurs, rôle d'évaluation, heures de la votation aux élections municipales, heures de la votation pour approbation de règlements, ratifications de certains règlements d'emprunt numéros 175, 176, 189, 190, 191, 193, emprunt pour les fins mentionnées dans les dits règlements et émissions de débetures à cette fin, emprunts pour payer des argents empruntés sur billets promissoires et pour parfaire le paiement sur achat de pompe électrique et émissions de débetures pour les fins susdites, emprunts pour travaux d'aqueduc et d'égoûts et poste de police et de pompiers dans le quartier Villemay ordonnés par 7 George V, chap. 85 et émissions de débetures à cette fin, pouvoir d'emprunter suivant articles 5782, 5783, 5784 des Statuts refondus de Québec de 1909, sans être soumis à la loi 8 George V, chap. 60, certificat du ministre des affaires municipales non requis pour les présentes émissions de débetures, imposition de taxes sur les poteaux, fermeture de magasins, licences aux propriétaires d'automobiles exerçant le métier de charretiers, réglementation d'automobiles, travaux d'aqueduc au capital, et autres fins.

Le greffier de la cité de Lévis,  
LIONEL LEMIEUX  
Lévis, le 23 novembre 1918. 4281—47-4

The city boundaries, division in wards, description of the wards, composition of the council, municipal representation, secretary for the valuers, valuation roll, hours for voting at municipal elections, hours for voting for the approval of by-laws, ratifying of certain loans by-laws numbers 175, 176, 189, 190, 191, 193, loan for the purposes mentioned in the said by-laws and the issues of debentures to that purpose, loans to pay the monies borrowed on promissory notes and to complete the payment of the purchase price of the electric pump and the issues of debentures for the aforesaid purposes, loans for waterworks sewers and police and fire station in Villemay ward ordered by 7 George V, chap. 85 and the issue of debentures to that purpose, power to borrow pursuant to articles 5782, 5783, 5784 of the Quebec Revised Statutes, 1909, without being submitted to the act 8 George V, chap. 60, certificate of the minister of municipal affairs not required for the present issues of debentures, levying of taxes on poles, the closing of stores, licenses to owners of automobiles carrying on the trade of carters, regulation of automobiles, waterworks on capital, and other purposes.

LIONEL LEMIEUX,  
Clerk of the city of Lévis.  
Lévis, 23rd November, 1918. 4282—47-4

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Joseph Cadieux, comptable, de la ville Montréal-Nord, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi modifiant ses nom et prénoms et ratifiant sa signature, telle qu'employée dans le passé.

JOSEPH CADIEUX,  
Montréal, 8 novembre 1918. 4223—46-4

Notice is hereby given that the undersigned, Joseph Cadieux, accountant, of the town of Montreal-North, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying his name and surname and ratifying his signature, as employed in the past.

JOSEPH CADIEUX,  
Montreal, 8th November, 1918. 4224—46-4

Avis est par les présentes donné que Raoul Dandurand, sénateur; Samuel-Hamilton Ewing, marchand; Joseph-Armitage Ewing, avocat; tous trois de la cité de Montréal; Ernest-Augustus Macnutt, de la cité de Westmount, trésorier; et J.-Cléophas Blouin, de la cité de Lévis, shérif, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi incorporant sous le nom de "Levis Tramways Company" avec, outre les pouvoirs généralement accordés à une compagnie de chemin de fer, ceux d'acquérir les propriétés, droits et franchises appartenant actuellement à la "Levis County Railway" et pour d'autres fins.

Le procureur des requérants,  
4227—46-4 J.-ARMITAGE EWING.

Notice is hereby given that Raoul Dandurand, senator; Samuel-Hamilton Ewing, merchant; Joseph-Armitage Ewing, advocate, all three of the city of Montreal; Ernest-Augustus Macnutt, treasurer, of the city of Westmount; and J.-Cléophas Blouin, of the city of Lévis, sheriff; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them under the name of "Levis Tramways Company" with, besides the powers generally granted to a railway company, the power to acquire the property, rights and franchises now owned by the Levis County Railway and for other purposes.

J.-ARMITAGE EWING,  
4228—46-4 Solicitor for applicants.

Avis est par les présentes donné que MM. les abbés Joseph-A.-E. Bernier, de Saint-Victor; Denis Caron, de Saint-Victor; J.-Alfred Morisset, de Saint-Joseph; dans le comté de Beauce, et MM. les chanoines Chs-Joseph Hallé et Charles-E. Gagné, de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, sous le nom de l'Œuvre des vocations tardives, avec les pouvoirs ordinaires accordés aux corporations civiles.

Pour les requérants,  
Les procureurs,  
RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND.  
Québec, 7 novembre 1918. 4167—46-4

Notice is hereby given that the reverend Joseph-A.-E. Bernier, of Saint-Victor; Denis Caron, of Saint-Victor; J.-Alfred Morisset, of Saint-Joseph, in the county of Beauce, and Reverend Chs-Joseph Hallé and Charles-E. Gagné, of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them under the name of l'Œuvre des vocations tardives, with the ordinary powers granted to civil corporations.

For the applicants,  
RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,  
Attorneys.  
Quebec, 7th November, 1918. 4168—46-4

Avis est par les présentes donné que MM. Alfred Goyette, marchand; Joseph-Arthur Vaillancourt, aussi marchand; Léon Dubois, médecin, et Joseph-M. Savignac, notaire, tous de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la loi 8, Georges V, chapitre 84, étant la loi amendement la charte de la diétée Montréal spécialement; proposeront le rappel et l'abrogation des sections 2 à 24, inclusivement, de la dite loi concernant l'administration de la cité de Montréal, et proposeront, aux lieu et place des dites sections créant une commission administrative pour la dite cité de Montréal, un seul corps d'échevins et d'un maire élus par les contribuables de la dite cité; ils proposeront, de plus, des amendements à la loi 7, Georges V, chapitre 60, section 28, qui a créé une commission chargée de rédiger un contrat de franchise de tramways entre la cité de Montréal et la compagnie de tramways de Montréal, et à la loi 8, George V, chapitre 84, section 75, ratifiant ce contrat, et demanderont l'abrogation de la dite franchise et du dit contrat octroyés à la compagnie des tramways de Montréal; et proposeront que toute franchise ou privilège exclusif concernant toute compagnie d'utilité publique ne puisse être accordé et ne soit valable que s'il est accordé par les représentants directs des électeurs de la dite cité de Montréal et n'entre en vigueur et n'ait d'effet qu'après avoir été ratifié par le vote de la majorité des électeurs de la dite cité dûment inscrits sur les listes électorales.

Le procureur des requérants,

J.-P. LANCTOT.

Montréal, 12 novembre 1918. 4173-46-4

Notice is hereby given that Messrs. Alfred Goyette, merchant; Joseph-Arthur Vaillancourt, also merchant; Léon Dubois, physician, and Joseph-M. Savignac, notary, all of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for to obtain amendments to the act 8 George V, chapter 84, being the act amending especially the charter of the city of Montreal; will propose the repeal and abrogation of sections 2 to 24, inclusively, of the said act respecting the administration of the city of Montreal, and will propose in the stead and place of the said sections establishing and administrative commission for the said city of Montreal, a single body of aldermen and a mayor elected by the rate-payers of the said city; they will moreover propose amendenments to the Act 7, George V, chapter 60, section 28, which established a commission charged with the duty of drawing up a tramways franchise contract between the city of Montreal and the Montreal Tramways Company, and to the Act 8, George V, chapter 84, section 75, ratifying the said contract, entered into with the Montreal Tramways Company; and will propose that any exclusive franchise or privilege respecting any public utility company be only granted and be only valid if granted by the direct representatives of the electors of the said city of Montreal, and come into force and have effect only on being ratified by the vote of the majority of the electors of the said city duly inscribed on the electoral lists.

J.-P. LANCTOT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 12th November, 1918. 4174-46-4

Avis est par le présent donné que Isaac Kander, marchand; Saul Bierbrier, épiciier; Simon Miller, marchand; Mendel Rashkin, marchand; Louis Cohen, marchand de chaussures; Morris Hotz, marchand; Simon Liebovitz, marchand; Rafel Denenberg, épiciier; Abe Clementofsky, épiciier; Louis Pressner, restaurateur; Rubin Morowitz, marchand; Jake Cohen, marchand; Harry Bassel, marchand; Jake Jacobs, marchand, Fischel Cohen, marchand, et Sam Pearson, marchand, tous de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les constituant en congrégation religieuse de la croyance Hébraïque, sous de nom de "Congregation Beth Hamedrash Hagadol", avec les pouvoirs ordinaires octroyés à ces corporations.

Le procureur des requérants,

J.-A. BUDYK.

Montréal, 11 novembre 1918. 4187-46-4

Notice is hereby given that Isaac Kander, merchant; Saul Bierbrier, grocer; Simon Miller, merchant; Mendel Rashkin, merchant; Louis Cohen, shoe merchant; Morris Hotz, merchant; Simon Liebovitz, merchant; Rafel Denenberg, grocer; Abe Clementofsky, grocer; Louis Pressner, restaurant-keeper; Rubin Morowitz, merchant; Jake Cohen, merchant; Harry Bassel, merchant; Jake Jacobs, merchant; and Fischel Cohen, merchant, and Sam Pearson, merchant, all of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them as a religious congregation of the Jewish faith, under the name of "Congregation Beth Hamedrash Hagadol" with the ordinary powers granted to such corporations.

J.-A. BUDYK,

Attorney for applicants.

Montreal, 11th November, 1918. 4188-46-4

## Département du trésor

## Treasury Department

### *Avis d'émission de permis de société charitable.*

### *Notice of issue of license to a charitable association.*

Avis est par le présent donné que la "South of France Relief Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de procurer des secours aux soldats de France qui sont malades et blessés, ainsi qu'à leurs épouses et leurs enfants, et les assister en prenant soin des réfugiés qui ont perdu leurs demeures, et tout autre travail de même nature, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, tel que mentionné dans la déclara-

Notice is hereby given that the "South of France Relief Association" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to afford relief to the sick and wounded soldiers of France, and their wives and children, and to assist in taking care of refugees who have lost their homes, and other work of similar nature, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieute-

tion qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil en date du quatorzième jour de novembre 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce trentième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4379—49-2

*Avis de formation de société charitable.*

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "South of France Relief Association" a été autorisée le quatorzième jour de novembre 1918 par un ordre en Conseil portant le numéro 1571.

Le but de la société est déclaré être : De procurer des secours aux soldats de France qui sont malades et blessés, ainsi qu'à leurs épouses et leurs enfants, et les assister en prenant soin des réfugiés qui ont perdu leurs demeures, et tout autre travail de même nature, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public.

Le siège principal de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce seizième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4381—49-2

*Avis d'émission de permis de société charitable.*

Avis est par le présent donné que le "Quebec Servian Relief Committee" a obtenu un permis et a été enregistré comme une société charitable à l'effet de fournir des douceurs, l'assistance pécuniaire et autrement aux personnes de nationalité Serbe, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, datée du septième jour de novembre 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4347—48-2

---

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur J.-Blaise Dugas, bourgeois, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comté de Matane, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-l'Achigan", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Jacques, dans le comté de Matane.

nant Governor in Council dated of the fourteenth day of November, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this thirtieth day of November, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4380—49-2

*Notice of formation of a charitable association.*

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "South of France Relief Association" has been authorized on the fourteenth day of November, 1918, by an Order-in-Council bearing the number 1571.

The purposes of the association are stated to be : To afford relief to the sick and wounded soldiers of France and their wives and children, and to assist in taking care of refugees who have lost their homes, and other work of a similar nature, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this sixteenth day of November, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4382—49-2

*Notice of issue of license to a charitable association.*

Notice is hereby given that the "Quebec Servian Relief Committee" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to provide comforts, assistance pecuniary and otherwise to people of Servian nationality, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated of the seventh day of November, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of November, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4348—48-2

---

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. J.-Blaise Dugas, gentleman, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, county of Matane, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-l'Achigan" with its chief place of business in the municipality of the village of Saint-Jacques, in the county of Matane.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 30 novembre 1918.

Le ministre de l'agriculture,  
4397 JOS.-ED. CARON.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 30th November, 1918.

JOS.-ED. CARON,  
4398 Minister of Agriculture.

### Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure. No 789. Dame Marie-Louise Lauzon, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse de Joseph Lépine, journalier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Joseph Lépine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,  
NICOL, LAZURE & COUTURE,  
Sherbrooke, 20 novembre 1918. 4301—48-5

Province de Québec, district de Trois-Rivières. No 251. Cour supérieure. Dame Philomène St-Louis, épouse de F.-X. Paquin, de la paroisse de Saint-Sylvere, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit F.-X. Paquin, résidant en la cité de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette affaire, en cette Cour, le vingt et unième jour de novembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,  
BUREAU & BIGUÉ.  
Trois-Rivières, 21 novembre 1918. 4303—48-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4128. Dame Eugénie Soucy, épouse commune en biens de Charles Ouellette, tous deux de la cité de Montréal, district de Montréal, et ladite Dame Eugénie Soucy dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Charles Ouellette, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11ème jour de novembre 1918.

Les avocats de la demanderesse,  
ST-JACQUES, FILION, HOULE &  
LAMOTHE.  
Montréal, le 22 novembre 1918. 4331—48-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4808. Mme Méline Hamelin, épouse commune en biens de Louis Archambault, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Louis Archambault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Les avocats de la demanderesse,  
BESSETTE & DUGAS.  
Montréal, 18 novembre 1918. 4257

### Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court. No. 789. Dame Marie-Louise Lauzon, of the city of Magog, district of Saint Francis, wife of Joseph Lépine, laborer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Lépine, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, the 7th of September, 1918.

NICOL, LAZURE & COUTURE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 20th November, 1918. 4302—48-5

Province of Quebec, district of Three Rivers. No. 251. Superior Court. Dame Philomène St-Louis, wife of F.-X. Paquin, of the parish of Saint-Sylvere, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs F.-X. Paquin, of the city of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, in this cause, on the 21st day of November, 1918.

BUREAU & BIGUÉ,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 21st November, 1918. 4304—48-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4128. Dame Eugénie Soucy, wife common as to property of Charles Ouellette, both of the city of Montreal, district of Montreal, and the said Dame Eugénie Soucy duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Charles Ouellette, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 11th day of November, 1918.

ST-JACQUES, FILION, HOULE  
& LAMOTHE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 22nd November, 1918. 4332—48-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4808. Mrs. Méline Hamelin, wife common as to property of Louis Archambault, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Louis Archambault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day.

BESSETTE & DUGAS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 18th November, 1918. 4258

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 930. Dame M.-L.-Anna Vachon, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son mari, Willie Cameron, journalier, de Saint-Alphonse-de-Winslow, dit district.

L'avocat de la demanderesse,

J.-L.-N. GUINDON,

Sherbrooke, 2 novembre 1918. 4073—45-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 930. Dame M.-L.-Anna Vachon, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Willie Cameron, laborer, of Saint-Alphonse-de-Winslow, said district.

J.-L.-N. GUINDON,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1918. 4074—45-5

District de Chicoutimi, Cour supérieure, No 5780. Dame Mary Solomon, de Jonquière, épouse commune en biens de François Faris, commerçant, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,

ELZEAR LEVESQUE.

Chicoutimi, 2 novembre 1918. 4105—45-5

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5780. Dame Mary Solomon, of Jonquière, wife common as to property of François Faris, trader, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

ELZEAR LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 2nd November, 1918. 4106—45-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1019. Dame Marie-Sara Audet, épouse de Hermel Perron, ancien cultivateur et ancien marchand, maintenant de la cité de Québec, demanderesse; vs ledit Hermel Perron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de novembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

GALIPEAULT, ST. LAURENT, GAGNÉ  
& METAYER.

Québec, ce 4 novembre 1918. 4095—45-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1019. Dame Marie-Sara Audet, wife of Hermel Perron, late farmer and late merchant, now of the city of Quebec, plaintiff; vs the said Hermel Perron, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 4th day of November, 1918.

GALIPEAULT, ST. LAURENT,

GAGNÉ & METAYER,

Solicitors for plaintiff.

Quebec, 4th November, 1918. 4096—45-5

### Actions en séparation de corps et de biens

### Actions for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4607. Dame Marie-Emma-Poméla Gibeault, de St-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hormisdas Trudeau, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée le 30 octobre 1918 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

HORMISDAS PELLETIER.

Montréal, 2 novembre 1918. 4107—45-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4607. Dame Marie-Emma-Poméla Gibeault, of Saint-Isidore-de-Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant.

An action for separation as to bed and board and as to property has been taken against the defendant on October 30th, 1918.

HORMISDAS PELLETIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd November, 1918. 4108—45-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 799. Dame Georgianna Dupuis, de Coaticook, dans le dit district, épouse commune en biens de Joseph-A.-A. Lefebvre, médecin-vétérinaire, du même endroit, a pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari, le 6 septembre courant.

Le procureur de la demanderesse,

HECTOR VERRET.

Sherbrooke, 7 septembre 1918. 4133—45-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 799. Dame Georgianna Dupuis, of Coaticook, in said district, wife common as to property of Joseph-A.-A. Lefebvre, veterinary surgeon, of the same place, has taken an action for separation as to bed and board and property from her said husband, on the 6th September instant.

HECTOR VERRET,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 7th September, 1918. 4134—45-5

## Avis divers

## Miscellaneous Notices

*Amendement aux règlements du Conseil central d'hygiène.*

Les règlements du Conseil central d'hygiène sont amendés en ajoutant à la fin de l'article 12, les mots suivants :

" Le Conseil central d'hygiène, se basant sur le rapport d'un de ses inspecteurs, pourra, par son comité exécutif ou par son président, surseoir à la stipulation ci-dessus, relative aux pensionnats ", conformément à l'article 3943 S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4411 C.-J. SIMARD.

*Amendments to the By-laws of the Central Board of Health.*

The By-laws of the Central Board of Health are amended by adding at the end of article 12, the following words :

" The Central Board of Health, on the report of one of its inspectors, may, through its executive committee or its president, suspend the hereabove stipulation, relative to boarding schools, pursuant to article 3943 Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4412 Assistant Provincial Secretary.

*Amendement aux règlements du Conseil supérieur d'hygiène.*

L'article 3a des règlements du Conseil supérieur d'hygiène, relatifs aux municipalités, est remplacé par l'article suivant :

" 3a. La grippe et les paratyphoïdes sont ajoutées au nombre des maladies pour lesquelles la loi d'hygiène publique de Québec (articles 3917, 3918 et 3920) exige la déclaration aux autorités sanitaires ", conformément à l'article 3878 S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4413 C.-J. SIMARD.

*Amendments to the By-laws of the Superior Board of Health.*

Article 3a of the by-laws of the Superior Board of Health, relating to municipalities, is replaced by the following :

" 3a. Grippe and paratyphoïds are added to the list of diseases which according to the Quebec Public Health Act (articles 3917, 3918 and 3920) must be notified to the sanitary authorities, pursuant to article 3878 Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4414 Assistant Provincial Secretary.

Avis public est par le présent donné que les soussignés, Messieurs Robert-Clark McMichael, de 435 avenue Landsowne, dans la cité de Westmount, avocat et conseil du roi Frank-Breadon Common, de 53 avenue Arlington, dans la cité de Westmount, avocat ; Francis-George Bush de 856 avenue Maplewood, dans la cité de Montréal, teneur de livres ; Michael-Joseph O'Brien, de 2311 avenue Esplanade, dans la cité de Montréal, commis ; Herbert-William Jackson, de 28 rue Labadie, dans la cité de Montréal, teneur de livres, se proposent de solliciter du lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance sous l'autorité de la section XXII chap. 111, titre XI, Statuts refondus de Québec, 1909.

Le nom corporatif proposé de ladite compagnie sera " Montreal Plate Glass Insurance Company "; l'on propose aussi que ladite compagnie assume et transige des risques d'assurance sur les vitres, bicycles et véhicules. Le bureau-chef de ladite compagnie sera dans ladite cité de Montréal. Le montant du fonds social de ladite compagnie sera de \$25,000, divisé en 250 actions au pair à \$100.

(Signé) R.-C. McMICHAEL,  
" F.-B. COMMON,  
" F.-G. BUSH,  
" M.-J. O'BRIEN,  
" H.-W. JACKSON.

Les procureurs des requérants,  
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

Montréal, le 27 novembre 1918. 4341-48-2

Public notice is hereby given that it is the intention of the undersigned, Messrs. Robert-Clark McMichael, of 435 Landsdowne avenue, in the city of Westmount, advocate and King's counsel ; Frank-Breadon Common, of 53 Arlington avenue, in the city of Westmount, advocate ; Francis-George Bush, of 856 Maplewood avenue, in the city of Montreal, bookkeeper ; Michael-Joseph O'Brien, of 2311 Esplanade avenue, in the city of Montreal, clerk ; Herbert-William Jackson, of 28 Labadie street, in the city of Montreal, bookkeeper, to apply to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, for the incorporation of an insurance company under section XXII, chapter III, title XI, Revised Statutes of Quebec, 1909.

The proposed corporate name of the said company shall be " Montreal Plate Glass Insurance Company "; and it is proposed that the said company shall undertake and transact plate glass insurance and bicycle and vehicle insurance. The head office of the said company shall be in the city of Montreal. The amount of the said company's capital stock shall be \$25,000, divided into 250 shares of the par value of \$100.

(Signed) R.-C. McMICHAEL,  
" F.-B. COMMON,  
" F.-G. BUSH,  
" M.-J. O'BRIEN,  
" H.-W. JACKSON.

BROWN, MONTGOMERY  
& McMICHAEL,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 27th November, 1918. 4342-48-2

### Compagnies autorisées à faire des opérations

La compagnie "Maple Leaf Rubber Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Walter-Eugène Shean, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.  
Québec, 2 décembre 1918. 4405

La compagnie Godfrey Philipps, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Jacob-Benjamin Rubinovitch, marchand, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.  
Québec, 29 novembre 1918. 4407

### Companies authorized to do business

The company "Maple Leaf Rubber Company" Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Walter Eugene Shean, of Montreal.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.  
Quebec, 2nd December, 1918. 4406

The company "Godfrey Philips Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Jacob Benjamin Rubinovitch, merchant, of Montreal.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.  
Quebec, 2nd December, 1918. 4408

### Compagnie dissoute

La compagnie "Associated Bottlers Exchange and Protectrice Association".

Avis est par le présent donné que la compagnie "Associated Bottlers Exchange and Protective Association", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 30 mai 1912 et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Daté ce deuxième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.  
4409

### Company dissolved

"Associated Bottlers Exchange and Protective Association".

Notice is hereby given that the company "Associated Bottlers Exchange and Protective Association" incorporated by letters patent of this province, dated the 30th May, 1912, with its principal place of business at Montreal, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.  
4410

### Faillite—avis de

*In re*: Joël Blain, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'au 16 décembre prochain (1918).

Toute contestation au dit bordereau de dividende devra être déposée entre mes mains avant la date ci-dessus mentionnée.

Le curateur,  
GEORGES DUCLOS.  
30 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 30th November, 1918. 4423

### Bankrupt Notices

*In re*: Joël Blain, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be subject to objection till the 16th, day of December next (1918).

Any contestation of such dividend sheet must be deposited with me before the date above mentioned.

GEORGES DUCLOS,  
Curator.  
30 Saint James street.  
Montreal, 30th November, 1918. 4424

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Edward Fleming, de la cité de Québec, y faisant affaires comme marchand et manufacturier sous la raison sociale de "The Quebec Skate Manufacturing & Repair Co Reg'd" a, le 21ème jour de novembre 1918, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

Les gardiens provisoires,  
BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, le 28 novembre 1918. 4371

*Re* : Mde P.-Ferland Dumontier, de Québec, marchande, insolvable.

Avis est par le présent donné que ladite insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 30 octobre 1918, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,  
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne, Québec.  
Québec, le 2 décembre 1918. 4391

*District de Kamouraska.*

Dans l'affaire de J.-N. Bouchard, marchand général, Rivière-Bleue, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour en date du 27ème jour de novembre 1918, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

Les gardiens provisoires,  
BEDARD & BELANGER

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, 28 novembre 1918. 4393

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 441. *In re* : Ville-mure & Frère, Grand'Mère, Qué., insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation d'hui au 26 décembre 1918.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 27 décembre 1918.

Le curateur,  
HENRI BISSON.

Bureau : Edifice Banque d'Hochelaga.  
Trois-Rivières, 5 décembre 1918. 4395

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 234. *In re* : C.-W.-T. Nicholson, failli.

Un 2ème et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 23 décembre 1918.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les curateurs,  
F.-R. VINET,  
P.-H. DUFRESNE.

Edifice : "Banque Nationale".  
99 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 7 décembre 1918. 4435

No 2698. *Re* : O. Bergeron, Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et qu'il sera payable le ou après le 18 décembre pro-

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court.

Edward Fleming, of the city of Quebec, merchant and manufacturer, doing business under the firm name of "The Quebec Skate Manufacturing & Repair Co Reg'd" has, on the 21st day of November, 1918, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,  
Provisional guardians.

Office : 101 Saint Peter street.  
Québec, 28th November, 1918. 4372

*Re* : Mrs. P. Ferland Dumontier, of Quebec, merchant, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment for the benefit of her creditors on the 30th of October, 1918, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Provisional guardians.

Offices : 147 Mountain Hill, Québec.  
Québec, 2nd December, 1918. 4392

*District of Kamouraska.*

In the matter of J.-N. Bouchard, general merchant, Rivière-Bleue, insolvent.

Notice is hereby given that pursuant to an order of the Court dated the 27th day of November, 1918, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office : 101 Saint Peter street.  
Québec, 28th November, 1918. 4394

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 441. *In re* : Ville-mure & Frère, Grand'Mère, Que., insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 26th December, 1918.

This dividend will be payable at my office on or after December 27th, 1918.

HENRI BISSON,  
Curator.

Office : Hochelaga Bank building.  
Three Rivers, 5th December, 1918. 4396

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 234. *In re* : G.-W.-T. Nicholson, Montreal, insolvent.

A 2nd and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 23rd December, 1918.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F.-R. VINET,  
P.-H. DUFRESNE,  
Curators.

"Banque Nationale" building,  
99, Saint-James street.  
Montreal, 7th December, 1918. 4436

No. 2698. *Re* : O. Bergeron, Saint-Apollinaire county of Lotbinière, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be payable on or after the 18th December next

chain (1918). Toute objection à ce dividende (1918). Any objection to said dividend must be  
devra être déposée entre mes mains avant cette filed with me before the above date.  
date.

Le curateur,  
J.-O. ROY.  
Québec, 6 décembre 1918. 4447

J. O. ROY,  
Curator.  
Quebec, 6th December, 1918. 4448

### M nutes de notaire

Québec, 28 novembre 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, par M. Antoine Boileau, notaire, résidant et pratiquant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Godefroy Boileau, en son vivant, notaire, de ladite cité de Montréal.  
4369—48-5

### Notarial minutes

Quebec, 28th November, 1918.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in Council, by Mr. Antoine Boileau, notary, residing and practicing in the city and district of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Godefroy Boileau, in his lifetime, notary, of said city of Montreal. 4370—48-5

### Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2904. Kearley & Tonge, Limited, demanderesse; vs Rowland Smith, défendeur; et "Canadian Northern Ontario Rys Co'y" tiers-saisie; et V.-E. Mitchell et al, intervenants.

Sur l'ordre de l'honorable juge Bruneau, donné ce vingtième jour de novembre 1918, vu les allégations de l'insolvabilité de Rowland Smith, du district de Montréal, le défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, dans la cité de Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle de Québec* conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

Le député-protonotaire, C. S.,  
T. DEPATIE.  
Montréal, 26 novembre 1918. 4327—48-2

### Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2904. Kearley & Tonge, Limited, plaintiff; vs Rowland Smith, defendant; and Canadian Northern Ontario Rys Co'y, garnishee; and V. E. Mitchell et al, *intervenants*.

By order of the Honourable Justice Bruneau, given on the twentieth day of November, 1918, and seeing the allegations concerning the insolvency of Rowland Smith, of the district of Montreal, the defendant, the creditors of the said defendant who have not yet produced their claims are now called to file them in the office of the prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the "*Quebec Official Gazette*", in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,  
Deputy prothonotary S. C.  
Montreal, 26th November, 1918. 4328—48-2

### Ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Joseph-Wilfrid Lavoie, notaire, à Saint-Martin, le vingt-deuxième jour de septembre mil neuf cent neuf, entre Alexandre Lecavalier, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Dorothée; et Dame Marguerite Lorrain, son épouse, duement autorisée aux fins de présentes, et leur fils, Albert Lecavalier, cultivateur, demeurant avec eux, étant une donation entre vif et irrévocable par lesdits Alexandre Lecavalier et Dame Marguerite Lorrain, son épouse, audit Albert Lecavalier de :

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-un (31) du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, de un arpent et demi de largeur sur onze arpents environ de profondeur; tenant en front, vers le nord, au chemin public; vers le sud au terrain de Damase Bertrand, d'un côté, vers l'est, au terrain de Dolphis Bertrand et de Al-

### Confirmation of title.

Notice is hereby given that there has been lodge in the office of the prothonotary of the Superior Court in the district of Montreal, a deed executed before Joseph-Wilfrid Lavoie, N. P., at Saint-Martin, on the twenty second day of September, nineteen hundred and nine, between Alexandre Lecavalier, farmer, of the parish of Sainte-Dorothée; and Dame Marguerite Lorrain, his wife, duly authorized for the purposes herein, and their son, Albert Lecavalier, farmer, living with them, being a deed of gift and irrevocable by the said Alexandre Lecavalier and Dame Marguerite Lorrain, his wife, to said Albert Lecavalier of :

1. A lot of land known and designated under cadastral number thirty one (31) of the parish of Sainte-Dorothée, of one arpent and half in width by about eleven arpents in depth; bounded in front, towards the north, by the public road; towards the south to Damase Bertrand's land; on one side, towards the east, to Dolphis Ber-

phonse Lecavalier, et de l'autre côté au terrain de Dame Vitaline Desormeaux ;

2. Un autre terrain connu et désigné sous les numéros cent trente-cinq et cent trente-six (135, 136) du dit cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, formant environ soixante arpents en superficie ; tenant en front, vers le sud, au chemin public ; en arrière, vers le nord, aux terres de la Côte Saint-Antoine ; d'un côté, vers l'est, au terrain de Osias Lecavalier, et de l'autre côté au terrain de Alphonse Lecavalier—avec les bâtisses dessus construites, et en possession de Albert Lecavalier comme propriétaire, pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur lesdits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel lesdits lots ont été acquis par ledit Albert Lecavalier, sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour le 10 janvier 1919 une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le député-protonotaire,  
J.-B.-A. TISON.

L'avocat du requérant,  
Maître J. Jean.  
Montréal, 30 novembre 1918. 4425—49-2

trand's land and Alphonse Lecavalier's land, and on the other side to Dame Vitaline Desormeaux's land;

2. Another lot of land known and designated under numbers one hundred and thirty five and one hundred and thirty six (135, 136) of said cadastre of the parish of Sainte-Dorothée, containing about sixty arpents in area ; bounded in front, towards the south, by the public road ; in the rear, towards the north, by the farms of Côte Saint-Antoine ; on one side, towards the east, by Osias Lecavalier's land, and on the other side by Alphonse Lecavalier's land—with buildings thereon erected, and possessed by Albert Lecavalier as proprietor, for the three years now last past ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately previous to and at the time the same were acquire by the said Albert Lecavalier, are hereby notified that application will be made to the said Court on the 10th day of January, 1919, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound ; by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing, and file the same in the office of said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy protonotary.

Maitre J. Jean,  
Petitioner's attorney.  
Montreal, 30th November, 1918. 4426—49-2

### Transfert de minutes

Québec, 2 décembre 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 29 novembre 1918, d'arccorder en faveur de M. Charles Duval, notaire, résidant et pratiquant à Bic, comté et district de Rimouski, le transfert des minutes, repertoire et index de feu le notaire L.-R. Gauvreau, en son vivant résidant et pratiquant comme tel au même endroit. 4403

### Minutes transferred

Quebec, 2nd December, 1918.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the notarial Code, His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 29th November, 1918, to grant in favor of Mr. Charles Duval, notary, residing and practicing at Bic, county and district of Rimouski, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary L.-R. Gauvreau, in his lifetime residing and practicing as such at the same place. 4404

### VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } P. H. COTÉ ET AL,  
No 266. } P.—demandeurs ; vs  
JOSEPH CHAUVETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Tout ce certain lot de terre connu et désigné comme étant les lots Nos 415 et 416, des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Somerset-Nord, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites ; à distraire du dit lot 416 les deux

### SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } P. H. COTÉ ET AL,  
No. 266. } P.—plaintiffs ; vs JOSEPH CHAUVETTE, défendeur.

As belonging to said defendant :

That certain piece of land known and designated as being the lots Nos. 415 and 416, of the official plan and book of reference for the township of Somerset-North, containing 100 acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected ; to take off from the said lot

arpents sud-ouest appartenant à Louis Normandeau ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Julie-de-Somerset, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1919), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,  
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 4 décembre 1918. 4441—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

416 the south west two acres belonging to Louis Normandeau or representatives.

To be sold at the parochial church door of Sainte Julie-de-Somerset, on the NINTH day of JANUARY next (1919), at THREE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 4th December, 1918. 4442—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

## CHICOUTIMI

### FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } JEAN-BAPTISTE  
No 5793. } OUELLETTE ;  
vs ARTHEMAS LAJOIE de Bagotville.

Comme appartenant au défendeur :

Un terrain situé dans le village de Bagotville, faisant front à la rue de la Station, ci-devant rue Mars, formant partie, ledit terrain, du lot cadastral numéro quatre-vingt-dix-neuf (No 99) du village Bagot ou de Bagotville et mesurant, ledit terrain, en front à l'est le long de ladite rue quatre-vingts pieds et demi, au nord cent huit pieds, au sud soixante et dix-sept pieds et à l'ouest soixante et dix-huit pieds et demi, et borné en front ou à l'est à ladite ci-devant rue Mars, au nord au lot cadastral numéro cent, appartenant à Price Bros & Co Limited, à l'ouest partie au terrain d'adjutor Grenon et partie à celui d'Esdras Bouchard, et au sud à celui d'Ernest Gravel—avec ensemble les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alphonse, à Bagotville, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1919, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 28 novembre 1918. 4373—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

## GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Dans la Cour supérieure.—District de Gaspé.*

Canada, }  
Province de Québec, } ONESIME-I. LE-  
District de Gaspé, } VESQUE, au-  
Comté de Bonaventure, } trement connu sous le  
No 3251. } nom de Pierre Leves-  
marchand, demandeur ; } que, de Saint-Alexis,  
ADAMS, de Matapédia, défendeur. } contre JOHN-M.  
ADAMS, de Matapédia, défendeur.

1. Le lot No 53, premier rang, canton Assemetquaqhan, dans le comté de Bonaventure ; borné à l'est par la ligne de base entre le premier et le second rangs dudit canton, à l'ouest par la rivière Matapédia, au nord par le lot No 52, et au sud par le lot No 54, mesurant cent quatre-vingt-dix-huit acres de terre en superficie, circonstances et dépendances ;

2. Aussi un lot No 49, deuxième rang de la rivière Matapédia, dans le canton Matapédia ; borné au nord par le lot No 50, du même rang, au sud par le lot No 48, aussi du même rang, à l'est par la ligne de base entre les rangs un et deux de la rivière Matapédia, et à l'ouest par

## CHICOUTIMI

### FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } JEAN-BAPTISTE  
No. 5793. } OUELLETTE ;  
vs ARTHFMAS LAJOIE, of Bagotville.

As belonging to the defendant :

That certain piece of land situate in the village of Bagotville, fronting on Station street, heretofore Mars street, forming part, said piece of land, of cadastral lot number ninety nine (No. 99) of the village of Bagot or Bagotville and measuring, said piece of land, in front on the east along said street eighty feet and a half, on the north one hundred and eight feet, on the south seventy seven feet and on the west seventy eight feet and a half, and bounded in front on the east by said former Mars street, on the north by cadastral lot number one hundred, belonging to Price Bros. Co. Limited, on the west partly by the land of Adjutor Grenon and partly by that of Esdras Bouchard, and on the south by that of Ernest Gravel—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Alphonse, at Bagotville, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1919, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 28th November, 1918. 4374—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

## GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*In the Superior Court.—District of Gaspé.*

Canada, }  
Province of Quebec, } ONESIME-I. LE-  
District of Gaspé, } VESQUE, other-  
County of Bonaventure, } wise known as Pierre  
No. 3251. } Levesque, of Saint-  
Alexis, merchant, }  
plaintiff ; against JOHN-M. ADAMS, of Mata- }  
pedia, defendant.

1. Lot No. 53, first range, Assemetquaqhan township in the county of Bonaventure ; bounded on the east by the base line between the first and second ranges of said township, on the west by the Matapedia river, on the north by lot No. 52, and on the south by lot No. 54, containing one hundred and ninety eight acres of land in superficies, circumstances and dependencies ;

2. Also lot No. 49, second Matapedia river range, in the township of Matapedia ; bounded on the north by lot No. 50, of same range, on the south by lot No. 48, also of same range, on the east by the base line between the Matapedia river ranges one and two, and on the west by

le lot No 17, du dixième rang de la rivière Matapédia, dans le canton Matapédia, dans le comté de Bonaventure, mesurant quatre-vingt-seize acres de terre en superficie, circonstances et dépendances ;

3. Aussi le lot No 17, du premier rang de Matapédia-Sud, dans le canton Matapédia, dans le comté de Bonaventure ; borné au nord-ouest par le lot No 1, rang du Portage, au nord-est par le lot No 16, du même rang, au sud-ouest par le lot No 18, aussi du même rang, au sud-est par le lot No 7, du rang Upsalquitch, dans ledit comté de Bonaventure, mesurant deux cent vingt-six acres de terre en superficie, circonstances et dépendances ;

4. Une portion de terrain mesurant environ cinquante pieds par environ cent pieds, plus ou moins, faisant partie du lot No 3, premier rang de Matapédia, dans le canton de Matapédia, dans le comté de Bonaventure ; bornée au sud-ouest et au nord-ouest par le chemin du Roi, au nord-est par partie dudit lot No 3, rang de la rivière Matapédia, et au sud par partie dudit lot No 3, premier rang de la rivière Matapédia—avec une maison et un magasin réunis, aussi deux hangars dessus construits, circonstances et dépendances ;

5. Aussi une portion de terrain de forme triangulaire, étant une autre partie dudit lot No 3, dans ledit premier rang de la rivière Matapédia ; bornée au sud-est par le chemin du Roi, au sud par Aimé Arseneau, et au sud-ouest par John-C. Doiron, mesurant environ le quart d'un acre de terre en superficie, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Laurent-de-Matapédia, JEUDI, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain (1919) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif,

New-Carlisle, 3 décembre 1918. 4471—49-2

[Première publication, 7 décembre 1918.]

lot No. 17, of the tenth Matapedia river range, in the township of Matapedia, in the county of Bonaventure, containing ninety six acres of land in superficies, circumstances and dependencies ;

3. Also lot No. 17, in the first range south Matapedia, in the township of Matapedia, in the county of Bonaventure ; bounded on the north west by lot No. 1, Portage range, on the north east by lot No. 16, of the same range, on the south west by lot No. 18, also of the same range, on the south east by lot No. 7, of Upsalquitch range, in the said county of Bonaventure, containing two hundred and twenty six acres of land in superficies—circumstances and dependencies ;

4. A portion of land measuring about fifty feet by about one hundred feet, more or less, being part of lot No. 3, first Matapedia range, in the township of Matapedia, in the county of Bonaventure ; bounded on the south west and north west by the Kings highway, on the north east by part of the said lot No. 3, Matapedia river range, and on the south also by part of said lot No. 3, first Matapedia river range—together with a house and store combined and two sheds thereon erected, circumstances and dependencies ;

5. Also a portion of land of triangular shape, being another part of said lot No. 3, in the said first Matapedia river range ; bounded on the south east by the King's highway, on the south by Aimé Arseneau, and on the south west by John-C. Doiron, containing about a quarter of an acre of land in superficies, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint-Laurent-de-Matapédia, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next (1919), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

New-Carlisle, 3rd December, 1918.

4472—49-2

[First publication, 7th December, 1918.]

## JOLIETTE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } OZÉE JOLY, deman-  
District de Joliette. } deur ; vs NOÉ  
No 8110. } PROVOST, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville, concession Saint-Pierre, étant les lots Nos 92, 93a et 93b du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, contenant 91 arpents en superficie ; bornée d'un bout par la rivière Meastigouche, de l'autre par Louis Provost, d'un côté par le canton Peterborough, et de l'autre par Louis Provost—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Charles-de-Mandeville, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent dix-huit, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 11 novembre 1918.

[Première publication, 16 novembre 1918.]

4183—46-2

## JOLIETTE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec. } OZÉE JOLY, plain-  
District of Joliette. } tiff ; vs NOÉ PRO-  
No. 8110. } VOST, defentend.

That certain piece of land situate in the parish of Saint-Charles-de-Mandeville, Saint-Pierre concession, being the lots Nos. 92, 93a and 93b of the official cadastre of the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, containing 91 arpents in superficies ; bounded at one end by the river Mastigouche, at the other by Louis Provost, on one side by Peterborough township, and on the other by Louis Provost—with buildings.

To be sold at the church door of Saint-Charles-de-Mandeville, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and eighteen, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 11th November, 1918. 4184—46-2

[First publication, 16th November, 1918.]

## MONTRÉAL

## MONTREAL

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **ERNEST DESMARTEAU**, demandeur ;  
 No 2644. } **TEAU**, demandeur ;  
 vs O.-B.-HECTOR MAILLE, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Longueuil, au coin ouest des rues Guilbault et Longueuil, contenant cinquante pieds de largeur sur la rue Guilbault par une profondeur de cent trente et un pieds et six pouces de long de la rue Longueuil, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant la partie sud-est du lot numéro officiel deux cent un (201), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly; tenant en front à la rue Guilbault, en profondeur au lot numéro officiel 200-7, du côté sud-est à la rue Longueuil; et du côté nord-ouest au résidu du dit lot numéro officiel 201—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
 L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 4 décembre 1918. 4453—49-2  
 [Première publication, 7 décembre 1918.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **MAURICE BESSETTE**, demandeur ;  
 No 513. } **MAURICE BESSETTE**, demandeur ;  
 vs YVONNE POTVIN, fille majeure, des cité et district de Montréal, défenderesse; et ARTHUR ARCHAMBAULT, curateur au délaissement.

Les lots Nos 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168 et 169 de la subdivision officielle du lot originaire No. 228, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots bornés en front par une rue connue comme lot subdivision numéro 141 du lot officiel numéro 228 et situés dans la ville de Laval-de-Montréal—avec cottage en bois situé sur lesdits lots formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
 L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 4 décembre 1918. 4455—49-2  
 [Première publication, 7 décembre 1918].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **ANDRÉ - SILFRID DELISLE**, demandeur ;  
 No 870. } **ANDRÉ - SILFRID DELISLE**, demandeur ;  
 vs DAME VICTOIRE DELISLE, épouse contractuellement séparée de biens de Elie-Charles Martel, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes défenderesse.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la dite cité de Montréal, contenant trente-sept pieds et demi de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur et composé du lot numéro trente-huit et de la partie sud-ouest du lot numéro trente-six (p. 36) de la subdivision officielle du lot numéro onze, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent; la dite partie sud-ouest du lot numéro trente-six

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **ERNEST DESMARTEAU**, plaintiff; vs O.-B. HECTOR MAILLE, defendant.

That certain emplacement situate in the town of Longueuil, at the western corner of Guilbault and Longueuil streets, containing fifty feet in width on Guilbault street by a depth of one hundred and thirty one feet six inches along Longueuil street, the whole English measure and more or less, and being the southeast part of the lot official number two hundred and one (201), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, now thwn of Longueuil, in the county of Chambly, bounded in front by Guilbault street, in depth by the lot official number 200-7, on the south east side by Longueuil street and on the northwest side by the residue of said lot official number 201—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
 Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 4th December, 1918. 4454—49-2  
 [First publication, 7th December, 1918.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **MAURICE BESSETTE**, plaintiff; vs YVONNE POTVIN, spinster, of the city and district of Montreal, defendant; and ARTHUR ARCHAMBAULT, curator to the surrender of property made herein.

The lots Nos. 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168 and 169 of the official subdivision of original lot No. 228, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles; the said lots fronting on a street known as subdivision lot number 141 of official lot number 228 and situated in the town of Laval-de-Montréal—with a wooden cottages erected on the said lots which form one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,  
 Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 4th December, 1918. 4456—49-2  
 [First publication, 7th December, 1918].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **ANDRÉ - SILFRID DELISLE**, plaintiff; vs DAME VICTOIRE DELISLE, wife separated as to property by marriage contract of Elie-Charles Martel, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

A lot of land situate in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, containing thirty seven and half feet in width by ninety feet in depth and composed of the lot number thirty eight and of the southwest part of the lot number thirty six (pt. 36) of the official subdivision of the lot number eleven, on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward; the said southwest part of the lot number thirty

(p. 36) contenant douze pieds six pouces de largeur par quatre-vingt-douze de profondeur, bornée en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle connue sous le numéro quarante-sept A de la dite subdivision, et d'un côté par le dit lot numéro 11-38, et de l'autre côté par le résidu du dit lot 11-36—avec bâtisses y érigées et servitudes y attachées, moins toutefois la partie expropriée par la cité de Montréal, comprenant vingt-trois pieds et trois dixièmes de pied de profondeur sur toute la largeur du dit lot numéro 11-38 et vingt-deux pieds de profondeur sur toute la profondeur de la partie sud-ouest du dit lot numéro 11-36.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 4 décembre 1918. 4457—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

six (pt. 36) containing twelve feet and six inches in width by ninety two bounded in front by St. Lawrence street, in the rear by a lane known under the number forty seven A of depth; the said subdivision, and on one side by the said lot number 11-38, and on the other side by the residue of the said lot 11-36 — with buildings erected thereon and servitudes attached thereto, less however the part expropriated by the city of Montreal comprising twenty three feet and three tenths in depth by the whole width of the said lot number 11-38 and twenty two feet in depth by the whole width of the southwest part of the said lot number 11-36.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next at NOON.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 4th December, 1918. 4458—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JULES ROUSSEAU, de-  
No 1436. } mandeur; vs ZOTI-  
QUE BERTRAND, et EDOUARD SAURIOL,  
en sa qualité de tuteur dument nommé aux enfants mineurs issus du mariage dudit Zotique Bertrand et de Maria Sauriol, savoir : Maria-C. Bertrand, Marie-Rose-Emilia Bertrand, Marie-Reine-Aldéa Bertrand, J.-Z.-Edmond - Georges Bertrand et Maria-Alida Bertrand, défendeurs.

Deux lots de terre situés en la cité de Lachine, au lieu appelé Dominion Park, connus sous les numéros deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-six de la subdivision officielle du lot numéro originaire sept cent cinquante-trois (Nos 753-255 et 256), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, maintenant la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier—avec une maison en bois lambrissée en briques et autres bâtisses dessus érigées, bornés en front par la Quatrième avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 4 décembre 1918. 4459—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JULES ROUSSEAU,  
No. 1436. } plaintiff; vs ZOTIQUE  
BERTRAND, and EDOUARD SAURIOL,  
in his quality of duly appointed tutor to the minor children issue of the marriage of the said Zotique Bertrand and Maria Sauriol, to wit : Maria-C. Bertrand, Marie-Rose-Emilia Bertrand, Marie-Reine-Aldéa Bertrand, J.-Z.-Edmond - Georges Bertrand and Maria-Alida Bertrand, defendants.

Two lots of land situate in the city of Lachine, at the place called Dominion Park, known under the numbers two hundred and fifty five and two hundred and fifty six of the official subdivision of the lot primitive number seven hundred and fifty three (Nos. 753-255 and 256), on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine, now the city of Lachine, in the county of Jacques-Cartier—with a wood and brick house and other buildings thereon erected, bounded in front by Fourth avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 4th December, 1918. 4460—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } PROSPER ST. AUBIN,  
No 1523. } cultivateur, de la  
paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, demandeur; vs ALPHONSINE AUBRY—des cité et district de Montréal, veuve de feu Zénon Pepin, en son vivant commis, du même lieu, la dite Alphonseine Aubry en sa qualité de tutrice à ses enfants, suivant acte de tutelle, en date du 5 août 1913. défenderesse, *ès-qualité*.

Comme appartenant à la dite défenderesse *ès-qualité*:

Un certain lot de terre ou emplacement sis et situé dans la paroisse de Saint-Laurent, ayant front sur la montée Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le lot de terre No 587, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, de la contenance de un demi arpent de largeur par un arpent de profondeur, plus ou

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } PROSPER ST. AUBIN,  
No. 1523. } farmer, of the parish of  
Saint-Laurent, in the district of Montreal, plaintiff; vs ALPHONSINE AUBRY, of the city and district of Montreal, widow of the late Zénon Pepin, in his lifetime clerk, of the same place and the said Alphonseine Aubry in her quality of tutrix to her children as per deed of tutorship dated the 5th August, 1913, defendant *ès-qualité*.

As belonging to said defendant *ès-qualité* :

That certain lot of land or emplacement lying and situate in the parish of Saint-Laurent, fronting on *montée Saint-Laurent* known and designated as being the lot of land No. 587, on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, containing one half arpent in width by one arpent in depth, more or less, without warranty

moins, et sans garantie de mesure précise—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 4 décembre 1918. 4461—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District of Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**E ALPHONSINE  
No 5161. } LAVOIE, épouse

contractuellement séparée de biens de Théodore-Hyacinthe Ouellette, et ce dernier en autant que besoin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse ; vs THE VERDUN COAL & FEED CO., corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé à l'encoignure des rues Rielle et Wellington, en ladite ville de Verdun—avec toutes les bâtisses dessus érigées, et composées :

a. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro un, du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six (4486-1-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-trois pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, soit une superficie totale de deux mille cent soixante et huit pieds, mesure anglaise ;

b. Du lot numéro un, de la subdivision du lot numéro deux du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels (4486-2-1), mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, mesure anglaise, soit une superficie totale de mille six cent cinquante pieds, mesure anglaise ;

c. Du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro un du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels (4486-1-2), mesurant quatre pieds de largeur par une profondeur de trente-trois pieds, soit une superficie totale de cent trente deux pieds, mesure anglaise ;

d. Et du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro deux du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six (4486-2-2), des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quatre pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, avec soit une superficie totale de cent pieds, mesure anglaise.

Les deux lots de terre ci-dessus en dernier lieu décrits, constituant un passage commun avec d'autres y ayant droit pour communiquer aux deux lots de terre ci-dessus en premier lieu décrits ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées auxdits lots de terre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 décembre 1918. 4463—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

as to precise measurements—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 4th December, 1918. 4462—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montréal.*

Montreal, to wit : } **D**E ALPHONSINE  
No. 5161. } LAVOIE, wife con-

tractually separated as to property of Theodore-Hyacinthe Ouellette, and the latter in so far as needs be to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff ; vs THE VERDUN COAL & FEED CO., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, defendant.

An emplacement situate at the corner of Rielle and Wellington streets, in said town of Verdun—with all the buildings thereon erected, and composed :

a. Of the lot number one of the subdivision of the lot number one of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-1-1), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty three feet in width by sixty six feet in depth—with a total superficies of two thousand one hundred and sixty eight feet, English measure ;

b. Of the lot number one of the subdivision of the lot number two of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-2-1), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by sixty six feet in depth, English measure, with a total superficies of one thousand six hundred and fifty feet, English measure ;

c. Of the lot number two of the subdivision of the lot number one of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-1-2), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring four feet in width by a depth of thirty three feet, with a total superficies of one hundred and thirty two feet, English measure ;

d. And of the lot number two of the subdivision of the lot number two of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-2-2), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring four feet in width by twenty feet in depth, English measure, with a total superficies of one hundred feet, English measure.

The two lots lastly above described constituting a lane in common with others having rights therein to communicate to the two lots firstly above described, as the whole now subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 4th December, 1918. 4464—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } VILLE DE MONTREAL-  
No 4127. } REAL-OUEST, corporation légale dûment constituée selon la loi, demanderesse ; vs LES HERITIERS de feu Dame Belinda Gilmore, de Woodbridge, dans la province d'Ontario, veuve de feu Nathaniel-Clarke Wallace, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Montréal-Ouest, connu et désigné comme étant le lot de subdivision No 134 du lot originaire No 140, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; ledit lot étant borné en front par l'avenue Westminster, dans ladite ville de Montréal-Ouest.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, le 4 décembre 1918. 4465—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } TOWN OF MONTREAL-  
No. 4127. } WEST, a body politic and corporate, duly incorporated, according to law, plaintiff ; vs THE HEIRS of the late Dame Belinda Gilmore, of Woodbridge, in the Province of Ontario, widow of the late Nathaniel-Clarke Wallace, of the same place, defendants.

A lot of land situate in the town of Montreal, West, known and designated as subdivision lot No. 134 of original lot No. 140, on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal; the said lot being bounded in front by Westminster avenue, in said town of Montreal-West.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 4th December, 1918. 4466—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

## EX-PARTE.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE MONTREAL,  
No 2637. } REAL, demanderesse ; vs VICTOR MONGEAU, défendeur ; et DAVID-WILLIAM GILLILAND, opposant.

Un lot de terre avec bâtisses ; borné en front par la rue Rivard, et étant les lots de subdivision numéros cent cinquante-quatre (154), cent cinquante-cinq (155), cent cinquante-six (156), cent cinquante-sept (157), cent cinquante-huit (158), cent cinquante-neuf (159), cent soixante (160) du lot numéro cent soixante-deux (162), des plan et livre de renvoi officiels pour le village de la Côte Saint-Louis, dans cette partie dudit village maintenant annexé à la cité de Montréal et formant le quartier Saint-Denis.

A la charge d'un certain " bail et promesse de vente ", par Victor Mongeau à l'opposant David-William Gilliland, exécuté à Montréal, devant Mtre J.-A.-E. Boileau, en date du 2 août 1917, conformément au jugement de l'hon. juge Guérin, en date du 15 octobre 1918.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu le 15ième jour d'octobre 1917, à dix heures du matin, à mon bureau, en la cité de Montréal, aura lieu au même endroit, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 58, 62 Victoria, P. Q.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 4 décembre 1918. 4467  
[Première publication, 7 décembre 1918].

## EX-PARTE.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE CITY OF MONTREAL,  
No. 2637. } REAL, plaintiff ; vs VICTOR MONGEAU, defendant ; and DAVID-WILLIAM GILLILAND, opposant.

A lot of land with buildings ; bounded in front by Rivard street, and being the subdivision lots numbers one hundred and fifty four (154), one hundred and fifty five (155), one hundred and fifty six (156), one hundred and fifty seven (157), one hundred and fifty eight (158), one hundred and fifty nine (159), one hundred and sixty (160), of the lot number one hundred and sixty two (162), on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint-Louis, in that part of the said village now annexed to the city of Montreal and forming Saint-Denis ward.

Subject of a certain " lease and promise of sale " by Victor Mongeau to the opposant David-William Gilliland, executed at Montreal, before Mtre J.-A.-E. Boileau, dated the 2nd August, 1917 pursuant to judgment of the Hon. Judge Guérin, dated the 15th October, 1918.

Notice is hereby given that the sale of the hereinabove immovable, which was to have been held on the 15th day of October, 1917, at ten o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, shall be held at the same place, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit shall be required from the highest bidder before the final adjudication, in accordance with paragraph 58, 63 Victoria, P. Q.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 4th December, 1918. 4468  
[First publication, 7th December, 1918].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DORA - K. LAWLOR,  
No 4623. } épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Lachapelle, menuisier, de la cité de Montréal, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, demanderesse ; vs LES HERITIERS de William-Charles Ball, en son vivant, bourgeois, de la cité de Montréal, défendeurs.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DORA - K. LAWLOR,  
No. 4623. } wife separated as to property by marriage contract of Alphonse Lachapelle, joiner, of the city of Montreal, duly authorized by her said husband for the purposes hereof, plaintiff ; vs THE HEIRS of William Charles Ball, in his lifetime gentleman, of the city of Montreal, defendants.

Un emplacement de figure irrégulière sis et situé à Strathmore, dans la ville de Dorval, district de Montréal, ayant front à l'ouest sur le boulevard Neptune, de la ville de Dorval, connu et désigné sous le numéro un (1) de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, district de Montréal; le dit lot étant borné au nord, au sud et à l'ouest par le lot numéro trois (3), partie non-subdivisée, à l'est par le lot numéro quatre (4) mesurant quarante-neuf pieds de largeur, en profondeur cent douze pieds et huit dixième dans la ligne nord et cent dix-sept pieds et trois dixièmes dans la ligne sud, et contenant une superficie de 5637 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 4 décembre 1918. 4469—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE D'OUTRE-  
No 5177. } L MONT, corps poli-  
tique et incorporé, ayant son principal établisse-  
ment dans la cité d'Outremont, district de Mont-  
réal, demanderesse; contre LOUVIGNY DE  
MONTIGNY, défendeur; et J.-E. LACOMBE,  
curateur au délaisement.

Un emplacement portant le numéro de subdivi-  
sion vingt-quatre-vingt-sept du lot officiel numéro  
vingt-deux (22-87), des plan et livre de renvoi  
officiels de la paroisse de Montréal; le dit lot  
ayant front sur la rue Maplewood, dans la cité  
d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DE-  
CEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 13 novembre 1918. 4201—46-2  
[Première publication, 16 novembre 1918.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME MARENCEUR  
No 5323. } DE ROSAY, de la  
cité et du district de Montréal, veuve de Joseph-  
Charles-Emile Levy, en son vivant notaire, du  
même lieu, demanderesse; contre DAME  
ANNA DUPLESSIS, de la cité et du district de  
Montréal, épouse séparée de biens de Joseph-  
Anthime Guénette, entrepreneur, du même lieu,  
et ledit Joseph-Anthime Guénette pour auto-  
riser son épouse aux présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Bel-  
more, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces,  
en la cité de Montréal, contenant trente-trois  
pieds de largeur sur soixante et onze pieds de  
profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou  
moins—avec une maison en brique (cottage) à  
deux étages et autres dépendances dessus cons-  
truites, portant le No 316 de ladite rue Belmore.  
Cet emplacement est connu et désigné comme  
lot numéro cent quarante-sept, subdivision treize  
(147-13), sur le plan et au livre de renvoi officiel  
de la municipalité de la paroisse de Montréal,  
dans le comté d'Hochelega.

An emplacement of irregular outline being and  
situate at Strathmore, in the town of Dorval,  
district of Montreal, fronting on the west boulev-  
ard Neptune, of the town of Dorval, known and  
designated under the number one (1) of the offi-  
cial subdivision of the primitive lot number  
three (3), on the official plan and book of reference  
of the parish of Lachine, district of Montreal; the  
said lot being bounded on the north, south and  
west by the lot number three (3), non-subdivided  
part, on the east by the lot number four (4)  
measuring forty nine feet in width, in depth one  
hundred and twelve feet and eight tenths on the  
north line and one hundred and seventeen feet  
and three tenths on the south line, and contain-  
ing an area of 5637 square feet, more or less,  
English measurement—with the buildings thereon  
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SIXTEENTH day of JANUARY next,  
at NOON.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 4th December, 1918. 4470—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } THE CITY OF OUTRE-  
No. 5177. } MONT, a body politic  
and corporate, with its principal place of business  
in the city of Outremont, district of Montreal,  
plaintiff; against LOUVIGNY DE MONTIGNY  
defendant; and J.-E. LACOMBE, curator to the  
surrender.

An emplacement bearing the subdivision  
number eighty seven of the official lot number  
twenty two (22-87), on the official plan and book  
of reference of the parish of Montreal; the said  
lot fronting on Maplewood street, in the city of  
Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the NINETEENTH day of DECEMBER  
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Montreal, 13th November, 1918. 4202—46-2  
[First publication, 16th November, 1918.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } DAME MARENCEUR  
No. 5323. } DE ROSAY, of the  
city and district of Montreal, widow of Joseph-  
Charles-Emile Levy, in his lifetime notary, of  
the same place, plaintiff; against DAME ANNA  
DUPLESSIS, of the city and district of Montreal,  
wife separated as to property of Joseph-Anthime  
Guénette, contractor, of the same place, and the  
said Joseph-Anthime Guénette to authorize his  
wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Belmore street,  
in Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of  
Montreal, containing thirty three feet in width  
by seventy one feet in depth, all English measure-  
ment, and more or less—with a two story brick  
cottage and other dependencies thereon erected,  
bearing the No. 316 of the said Belmore street.  
The said emplacement is known and designated  
as lot number one hundred and forty seven,  
subdivision thirteen (147-13), on the official plan  
and book of reference of the municipality of the  
parish of Montreal, in the county of Hochelega.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 novembre 1918. 4203—46-2  
[Première publication, 16 novembre 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L E CREDIT FONCIER**  
No 1760. } **L FRANCO CANA-**  
**DIEN**, une corporation légalement constituée ayant le siège principal de ses affaires en les cité et district de Montréal, demandeur ; vs **OCTAVE-V.-A. EMOND**, défendeur ; et Eugène Vallières, Dame Ernestine Dauzois, épouse de Léandre Vallières, et ledit Léandre Vallières pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dlle Arthemise Marin, fille majeure, et Oscar Desautels, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur O.-V.-A. Emond :

Un emplacement ayant front sur la rue DeGaspé, en la cité de Montréal, composé de : (a) Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent deux de la subdivision du lot numéro dix (10-102), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; (b) La partie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent un de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-101), des plan et livre de renvoi officiels susdits ; bornée en front par la rue De Gaspé, en arrière par le lot numéro 10-58, d'un côté par le lot numéro 10-102, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 10-101—avec les bâtisses dessus construites, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 novembre 1918. 4205—46-2  
[Première publication, 16 novembre 1918]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D AME YETTA KAUF-**  
No 1324. } **MAN**, marchande  
publique, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de J. Gilletz, entrepreneur, du même lieu, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et ladite Dame Yetta Kaufman faisant affaires ci-devant comme entrepreneur, dans la cité et le district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "J. Gilletz", demanderesse ; vs **BROAD REALTY, LTD**, corporation légale dûment constituée, selon la loi, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, défenderesse.

Un lot de terre ; borné en front par la rue Clarke, portant le numéro trois cent quarante et un, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX

Bureau du shérif.

Montréal, 13 novembre 1918. 4207—46-2  
[Première publication, 16 novembre 1918.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th November, 1918. 4204—46-2  
[First publication, 16th November, 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L E CREDIT FONCIER**  
No. 1760. } **L FRANCO - CANA-**  
**DIEN**, a legally constituted corporation with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs **OCTAVE-V.-A. EMOND**, defendant ; and Eugène Vallières, Dame Ernestine Dauzois, wife of Léandre Vallières, and the said Léandre Vallières to authorize his wife for the purposes hereof, Miss Arthemise Marin, spinster, and Oscar Desautels, mis-en-cause

As belonging to the said defendant, O.-V.-A. Emond :

An emplacement fronting on DeGaspé street, in the city of Montreal, composed of : (a) A lot of land known and designated under the number one hundred and two of the subdivision of the lot number ten (10-102), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis ; (b) The north part of the lot of land known and designated under the number one hundred and one of the official subdivision of the lot number ten (10-101), on the aforesaid official plan and book of reference : bounded in front by DeGaspé street, in the rear by the lot number 10-58, on one side by the lot number 10-102, and on the other side by the residue of the said lot number 10-101—with the buildings thereon erected, the whole forming but one plot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th November, 1918. 4206—46-2  
[First publication, 16th November, 1918].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D AME YETTA KAUF-**  
No. 1324. } **MAN**, marchande  
publique, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of J. Gilletz, contractor, of the same place, and duly authorized by the latter for these presents, and the said Dame Yetta Kaufman heretofore doing business in the city and district of Montreal, as contractor, under the firm name and style of "J. Gilletz", plaintiff ; vs **BROAD REALTY, LTD**, a body politic and duly incorporated, according to law, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land ; bounded in front by Clarke street, bearing number three hundred and forty one, on the official plan and book of reference of the cadastre for Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13rd November, 1918. 4208—46-2  
[First publication, 16th November, 1918.]

## OTTAWA

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du magistrat.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : ) **M**ILLER HASTEY, de-  
No 616. ) mandeur ; vs THOS  
KIMMONS, défendeur, à savoir :

La propriété connue et désignée comme faisant partie de l'extrémité ouest du lot numéro vingt-deux (22), dans le septième rang du canton Aylwin, dans le comté d'Ottawa, étant d'une profondeur de 209 pieds et 5 pouces, bornée comme suit : en front vers l'ouest par une rue large de trente pieds, tracée sur le côté est du chemin de fer de la Vallée de la Gatineau, vers l'est et le sud par parties dudit lot, propriété de T.-H. Mulligan, et au nord par une autre partie dudit lot que possède Edward Knox—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 2 décembre 1918. 4449—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : ) **T**HE GRANBY PULP  
No 818. ) AND PAPER COM-  
PANY, demanderesse ; contre MICHAEL Mc-  
LAUGHLIN, défendeur, à savoir :

Le lot numéro six du rang B du canton de Wright, dans le comté et le district d'Ottawa, d'après les plan et livre de renvoi officiels dudit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la cité de Hull, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 3 décembre 1918. 4451—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

## PONTIAC

*Cour de circuit.*

En vertu d'un bref "De Terris" émis par la Cour de circuit du district d'Ottawa et adressé au shérif du district de Pontiac.

Province de Québec, ) **E**MERIE CLOUTHIER,  
District d'Ottawa. ) demandeur ; vs  
No 1174. ) ADRIEN RACINE,  
défendeur.

Les lots numéros trois B (3 B et quatre D (4 D) du troisième rang du canton de Aldfield, dans le comté de Pontiac, et maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Aldfield comme étant le lot numéro trois B (3 B) du troisième rang du susdit canton de Aldfield, mesurant quarante-six acres en superficie, et le lot numéro quatre D (4 D) du troisième rang du susdit canton de Aldfield, mesurant seize acres deux chaînes et demi—avec les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur chaque lot, ainsi que les circonstances et dépendances s'y rattachant.

## OTTAWA

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrates Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : ) **M**ILLER HASTEY,  
No. 616. ) plaintiff ; vs THOS  
KIMMONS, defendant, to wit :

The property known and designated as forming part of the west end of lot number twenty two (22), on the seventh range of Aylwin township, in the county of Ottawa, being of a depth of 209 feet 5 inches, bounded as follows: in front towards the west by a street 30 feet wide, laid on the east side of the Gatineau Valley Railroad, towards the east and south by parts of said lot, the property of T.-H. Mulligan, and north by another part of said lot owned by Edward Knox—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SEVENTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 2nd December, 1918. 4450—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : ) **T**HE GRANBY PULP  
No. 818. ) AND PAPER COM-  
PANY, plaintiff ; against MICHAEL Mc-  
LAUGHLIN, defendant, to wit :

Lot number six in range B of the township of Wright, in the county and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference, for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SEVENTH day of JANUARY next, at a QUARTER PAST TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 3rd December, 1918. 4452—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

## PONTIAC

*Circuit Court.*

Under a writ "De Terris" issued from the Circuit Court for the district of Ottawa and addressed to the sheriff of the district of Pontiac.

Province of Québec, ) **E**MERIE CLOUTHIER,  
District of Ottawa. ) plaintiff ; vs  
No. 1174. ) ADRIEN RACINE,  
defendant.

The lots numbers three B (3 B) and four D (4 D) of the third range of the township of Aldfield, in the county of Pontiac, and now known and described according to the official plan and book of reference of the said township of Aldfield as lot number three B (3 B) of the third range of the township of Aldfield, containing forty six acres in superficies, and lot number four D (4 D) of the third range of the aforesaid township of Aldfield, containing sixteen acres and two and one half chains—with the buildings and improvements on each lot and the members and appurtenances thereunto belonging.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le SEPTIEME jour de JANVIER mil neuf cent dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.

Bryson, Québec, 29 novembre 1918. 4375—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the SEVENTH day of JANUARY one thousand nine hundred and nineteen, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Bryson, Que., 29th November, 1918. 4376—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

## QUÉBEC

### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } THEOPHILE BEAU-  
No 1646. } DOIN, de Saint-Henri,  
comté de Lévis, cultivateur ; contre JOHN  
JOHNSON, de la ville de Lauzon, ingénieur-  
mécanicien, à savoir :

1. La subdivision No 29 (vingt-neuf) du lot No 142 (cent quarante-deux) du cadastre officiel pour le village de Bienville, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Wolfe—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. La subdivision No 36 (trente-six) du lot No 142 (cent quarante-deux) du cadastre officiel pour le village de Bienville, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Wolfe, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Bienville, comté de Lévis, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures du matin.

Le shérif,  
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 5 décembre 1918. 4479—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]  
[Deuxième publication, 21 décembre 1918.]

### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE LEVIS ;  
No 1991. } contre TELESOPHORE  
PARADIS, de la cité de Lévis.

1. Les lots Nos 445 (quatre cent quarante-cinq), 445a (quatre cent quarante-cinq A), 446 (quatre cent quarante-six), 446a (quatre cent quarante-six A), 447a (quatre cent quarante-sept A), 448 (quatre cent quarante-huit), 449 (quatre cent quarante-neuf), 450 (quatre cent cinquante), 451 (quatre cent cinquante et un), 452 (quatre cent cinquante-deux) et 453 (quatre cent cinquante-trois) du cadastre officiel pour le quartier de Lauzon, de la cité de Lévis, étant des lots de terre et de grève situés dans le susdit quartier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire desdits lots de la ligne de chemin de fer.

Pour être vendus en bloc ;

2. Les lots Nos 368 (trois cent soixante-huit), 366 (trois cent soixante-six) et 365 (trois cent soixante et cinq) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant des terrains situés sur la rue Commerciale—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc ;

3. Les lots Nos 90 (quatre-vingt-dix) et 91 (quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant des terrains situés sur la rue Wolfe—circonstances et dépendances ; à distraire du lot No 90, la partie nord vendue à Dame F.-X. Pelchat, suivant a

## QUEBEC

### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } THEOPHILE BEAUDOIN,  
No. 1646. } of Saint-Henri, county of  
Levis, farmer ; against JOHN JOHNSON, of the  
town of Lauzon, mechanical-engineer, to wit :

1. The subdivision No 29 (twenty nine) of lot No. 142 (one hundred and forty two) of the official cadastre for the village of Bienville, county of Levis, being an emplacement situate on Wolfe street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. The subdivision No. 36 (thirty six) of lot No. 142 (one hundred and forty two) of the official cadastre for the town of Bienville, county of Levis, being an emplacement situate on Wolfe street, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Bienville, county of Levis, on the NINTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 5th December, 1918. 4480—49-2  
[First publication, 7th December, 1918.]  
[Second publication, 21st December, 1918.]

### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } THE CITY OF LEVIS ;  
No. 1991. } against TELESOPHORE  
PARADIS, of the city of Levis.

1. The lots Nos. 445 (four hundred and forty five), 445a (four hundred and forty five A), 446 (four hundred and forty six), 446a (four hundred and forty six A), 447a (four hundred and forty seven A), 448 (four hundred and forty eight), 449 (four hundred and forty nine), 450 (four hundred and fifty), 451 (four hundred and fifty one), 452 (four hundred and fifty two) and 453 (four hundred and fifty three) of the official cadastre for Lauzon ward, of the city of Levis, being land and water lots situate in the aforesaid ward—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be withdrawn from the said lots the railway line.

To be sold in block ;

2. The lots Nos. 368 (three hundred and sixty eight), 366 (three hundred and sixty six) and 365 (three hundred and sixty five) of the official cadastre for Lauzon ward, of the city of Levis, being lots of land situate on Commerciale street—circumstances and dependencies.

To be sold in block ;

3. The lots Nos. 90 (ninety and 91 (ninety one) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Levis, being lots of land situate on Wolfe street—circumstances and dependencies ; to be withdrawn from the lot No. 90, the north part sold to Dame F.-X.

été enregistré au bureau d'enregistrement de Lévis, sous le No 53226, à distraire du lot No 91 la partie sud vendue à Delle Rachel Bernier, suivant a été enregistré au bureau d'enregistrement de Lévis, sous le No 37801.

Pour être vendus en bloc;

4. Le lot No 602 (six cent deux) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un terrain situé dans la Côte du Passage—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 5 décembre 1918. 4481—49-2

[Première publication, 7 décembre 1918.]

[Deuxième publication, 21 décembre 1918.]

Pelchat, in accordance with registered deed in the registry office of Lévis under the No. 53226, to be withdrawn from the lot No. 91 the south part sold to Delle Rachel Bernier, in accordance with registered deed in the registry office of Lévis under the No. 37801.

To be sold in block;

4. The lot No. 602 (six hundred and two) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis, being a lot of land situate on Côte du Passage—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the TENTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 5th December, 1918. 4482—49-2

[First publication, 7th December, 1918.]

[Second publication, 21st December, 1918.]

## SAINT-FRANÇOIS

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } JOHN-W. QUINN,  
No 686. } de Windsor Mills,

dans le district de Saint-François, commerçant, faisant affaires sous les noms et raison sociale de "B. Quinn & Company, Reg.; contre MICHEL BEGIN, de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur :

Ce morceau de terre situé dans le canton de Windsor, formant partie du lot numéro quatorze, dans le onzième rang dudit canton, compris ledit morceau de terre entre la ligne de division des lots numéros quatorze et quinze, le terrain appartenant à la corporation de la ville de Windsor, le terrain de Marcus Moore et le chemin Hardwood Hill; ledit terrain étant maintenant connu sur le lan cadastral et dans le livre de renvoi officiel du canton de Windsor comme étant tout le lot numéro sept cent quatre-vingt-quatorze et cette partie du lot sept cent quatre-vingt-treize, comprise dans les bornes ci-dessus données—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Philippe-de-Windsor, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 16 novembre 1918. 4197—46-2

[Première publication, 16 novembre 1918].

## SAINT-HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } LA COMPAGNIE MU-

No 3342. } TUELLE D'IMMEUBLES, LIMITEE, deman-

deresse; contre DAME MARIE-ANNE RENIERE, veuve Jos. Allaire, défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Sainte-Anne, mesurant

## SAINT-FRANCIS

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } JOHN W. QUINN, of  
No. 686. } Windsor Mills, in the

district of Saint Francis, trader, doing business there under the firm named and, style of B. Quinn & Company, Reg.; against MICHEL BEGIN, of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the defendant :

That parcel of land situate in the township of Windsor, forming part of the lot number fourteen, in the eleventh range of said township, the said parcel of land being contained between the division line of the lots numbers fourteen and fifteen, the land belonging to the corporation of the town of Windsor, the land of Marcus Moore and Hardwood Hill road; the said parcel of land being now known on the cadastral plan and official book of reference of the township of Windsor as being the whole of lot number seven hundred and ninety four and that part of lot seven hundred and ninety three, comprised within the above mentioned boundaries—with buildings.

To be sold at the church door of Saint-Philippe-de-Windsor, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 16th November, 1918. 4198—46-2

[First publication, 16th November, 1918].

## SAINT-HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint Hyacinthe, to wit : } LA COMPAGNIE MU-

No. 3342. } TUELLE D'IMMEUBLES, LIMITED, plain-

tiff; against MRS. MARIE-ANNE RENIERE, widow Jos. Allaire, defendant.

An emplacement situate in the city of Saint-Hyacinthe, on Sainte-Anne street, measuring

quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de longueur, plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq cent onze (p. 511), aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe, tel qu'actuellement enclos; borné en front par ladite rue Sainte-Anne, en profondeur par le lot numéro cinq cent treize du même cadastre; d'un côté par le numéro cinq cent dix, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro cinq cent onze—avec les bâtisses dessus érigées et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.  
Saint-Hyacinthe, 3 décembre 1918. 4421—49-2

[Première publication, 7 décembre 1918].

### TROIS-RIVIÈRES

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } ERNEST VALLEE,  
No 49. } demandeur; vs  
ALBERT ST-ARNAUD, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un certain terrain situé en la paroisse de Sainte-Thècle, dans le rang C sud, faisant partie du lot numéro quarante-neuf (Pte No 49), au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Thècle, contenant un arpent et demi de largeur sur environ trente-trois arpents de profondeur; borné en front au chemin public, en profondeur au rang Saint-Thomas; joignant du côté nord-est à Edouard Laroche, et du côté sud-ouest au surplus du susdit lot appartenant au dit Norbert Allard—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
CHAS DUMOULIN.

Bureau du shérif.  
Trois-Rivières, 3 décembre 1918. 4473—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918].

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } DONAT GELI-  
No 493. } NAS, deman-  
deur; vs THOMAS DESCHENES, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, à la localité de Charette, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre numéro cent soixante et huit (partie No 168), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Barnabé, district de Trois-Rivières, contenant cent quinze pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front au nord à une ruelle, en profondeur à Lucien Robert et Joseph Diamond, au sud-ouest à Adjutor Villemure, et au nord-est à Arthur Gélinas; à distraire du dit emplacement un terrain de trente-sept pieds de large sur la profondeur du dit lot à prendre du

forty five feet in width by eighty feet in depth, more or less, being a part of lot number five hundred and eleven (p. 511), on the official plan and book of reference of the city of Saint-Hyacinthe, as it is actually enclosed; bounded in front by the said Sainte-Anne street, in depth by lot number 513 of the same cadastre; on one side by lot number five hundred and ten, and on the other side by the residue of said lot number five hundred and eleven—with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes thereon attached.

To be sold at the sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint-Hyacinthe, on the SEVENTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Saint-Hyacinthe, 3rd December, 1918. 4422—49-2

[First publication, 7th December, 1918].

### THREE RIVERS

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } ERNEST VALLEE,  
No. 49. } plaintiff; vs AL-  
BERT ST-ARNAUD, defendant.

As belonging to said defendant:

That certain lot of land situate in the parish of Sainte-Thècle, in range C south, forming part of the lot number forty nine (Pt. No. 49), on the official cadastre for the parish of Sainte-Thècle, containing one arpent and one half in width by about thirty three arpents in depth; bounded in front by the public road, in rear by Saint-Thomas range, on the northeast side by Edouard Laroche, and on the southwest side by the residue of aforesaid lot belonging to said Norbert Allard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Thècle, on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Three Rivers, 3rd December, 1918. 4474—49-2  
[First publication, 7th December, 1918].

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } DONAT GELI-  
No. 493. } NAS, plaintiff; vs THO-  
MAS DESCHENES, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Notre-Dame-des-Neiges, at the locality called Charette, known and designated as being and forming part of the lot of land number one hundred and sixty eight (Pt. No. 168), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint-Maurice, for the parish of Saint-Barnabé, district of Three Rivers, containing one hundred and fifteen feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less; bounded in front, on the north, by a lane, in depth by Lucien Robert and Joseph Diamond, on the southwest by Adjutor Villemure, and on the northeast by Arthur Gélinas; to be deducted from said emplacement a piece of land of thirty seven feet in

côté nord-est d'icelui vendu à Hormisdas Villemure.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, dans le comté de Saint-Maurice, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHAS DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 3 décembre 1918. 4475—49-2  
[Première publication, 7 décembre 1918.]

width by the depth of said lot to be detached from the northeast side thereof sold to Hormisdas Villemure.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-des-Neiges, in the county of Saint-Maurice, on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 3rd December, 1918. 4476—49-2  
[First publication, 7th December, 1918]

## Lettres patentes

### "Le Soleil, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2 décembre 1918, constituant en corporation MM. Georges Parent, avocat et Conseil du Roi, Henri Gagnon, gérant Léon Casgrain, avocat, Joseph-Philéas Cantin et Charles-Edmond Taschereau, notaires, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire affaires comme éditeur de journaux, livres, revues et autres publications, et comme annonceur, lithographe, graveur, règleur et relieur ;

Imprimer, publier et vendre ces journaux, livres, revues et autres publications ;

Acheter et vendre des droits d'auteur ;

Manufacturer et acheter le papier, et tous objets nécessaires ou utiles pour atteindre les objets pour lesquels cette compagnie est ainsi formée ;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre ou échanger des terres à bois, limites à bois, pouvoirs d'eau et développer ces pouvoirs d'eau pour les fins de son entreprise en générant du pouvoir électrique, ou autrement, et ce, dans les districts de Québec, Charlevoix & Saguenay ;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins de son entreprise ;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies incorporées ;

Emettre et répartir en tout ou en partie les actions acquittées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières ou immobilières et de tous droits et intérêts acquis par cette compagnie ;

Promouvoir toutes autres compagnies subsidiaires et d'en devenir actionnaires ;

Acquérir tout l'actif, dettes de livres, circulation et l'achalandage de toutes compagnies faisant le même genre d'affaires, et en particulier de la compagnie de Publication Le Soleil, limitée, et payer le tout, en tout ou en partie soit en argent, soit en parts acquittées de son capital social, ou en obligations de cette compagnie ;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles relatives aux fins pour lesquelles ladite compagnie est incorporée, sous le nom de "Le Soleil, limitée", avec un capital social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00) divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

## Letters patent

### "Le Soleil, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1918, incorporating Georges Parent, advocate and King's Counsel, Henri Gagnon, manager, Léon Casgrain, advocate, Joseph-Philéas Cantin and Charles-Edmond Taschereau, notaries, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of editors of newspapers, books, reviews and other publications and of advertisers, lithographers, engravers, rulers and bookbinders ;

To print, publish and sell the above newspapers, books, reviews and other publications ;

To buy and sell copy-rights ;

To manufacture and buy the paper and all articles necessary or useful for the attainment of the objects for which this company is incorporated ;

To acquire, own, lease, rent, sell or exchange timber lands, timber limits, water powers, and to develop such water powers for the purposes of its undertaking by generating electric power or otherwise, and that in the districts of Quebec, Charlevoix and Saguenay ;

To acquire, own, lease, rent, sell, exchange or hypothecate immoveable properties for the purposes of its undertaking ;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies ;

To issue and allot in whole or in part paid up shares of the capital stock bonds or other securities of the company in payment of any moveable or immoveable property and of all rights and interests acquired by this company ;

To promote any other subsidiary company and to become a shareholder thereof ;

To acquire the whole of the assets, book debts, circulation and goodwill of any companies, carrying on the same kind of business and in particular of the Compagnie de Publication Le Soleil, limitée, and to pay for the whole of the above in whole or in part, either in cash, in paid up shares of its capital stock or in bonds of this company ;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do any things and carry on any business which may appear conducive or incidental to the attainment of the purposes for which the said company is incorporated, under the name of "Le Soleil, limitée", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4419-49-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4420-49-2 Assistant Provincial Secretary.

### Demandes à la législature

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour qu'une loi soit passée incorporant "The Quebec & Ungava Railway Company", avec le pouvoir de construire une ligne de chemin de fer et des embranchements, par la route la plus praticable, d'un point à ou près de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay; et de là dans une direction nord à un point à ou près du lac Menikek; et de là dans une direction ouest ou nord-ouest à Manitounuk Sound outout autr ehâvre sur la Baie d'Hudson, et pour autres fins.

Daté à Québec, ce 4 décembre 1918.

Les procureurs des requérants,  
4437-49-4 DEMERS & DEMERS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi incorporant le St-Félicien & Ungava Railway Company, avec le pouvoir de construire une ligne de chemin de fer et des embranchements, à partir d'un point à ou près de St-Félicien, dans le comté du lac St-Jean; et de là par la route la plus praticable jusqu'au lac Nichikun; et de là au lac Petitsikapou, et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,

DEMERS & DEMERS.  
Québec, 4 décembre 1918. 4439-49-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, or the passing of an act incorporating the "Quebec & Ungava Railway Company", with powers to construct a line and branches of railway by the most practicable route, from a point at or near Seven Islands, in Saguenay county; and thence in a northerly direction to a point at or near Lake Menikek; and thence in a westerly or north westerly direction to Manitounuk Sound or other harbour on the Hudson Bay, and for other purposes.

Dated at Québec, 4th December, 1918.

DEMERS & DEMERS,  
4438-49-4 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an act incorporating the St-Félicien & Ungava Railway Company, with powers to construct a line and branches of railway from a point at or near St-Félicien, Lake St. John county; and thence by the most suitable route to the waters of Lake Petitsikapou by way of lake Nichikun, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Solicitors for applicants.  
Québec, 4th December, 1918. 4440-49-4

### Département de l'instruction publique

#### Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 29 novembre 1918, de nommer M.M. Wilfrid Perrault, Alfred Paradis et Wilfrid Paris, commissaires d'écoles pour la municipalité de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska.

4 décembre 1918.

M. Alexis Bouchard, commissaire d'écoles pour la municipalité de Bergeronnes, dans le comté de Saguenay. 4477

### Department of Public Instruction

#### Appointment of school commissioners.

His Honour the lieutenant-governor has been pleased by Order-in-Council dated the 29th November, 1918, to appoint Messrs. Wilfrid Perrault, Alfred Paradis and Alfred Paris, school commissioners for the municipality of Victoriaville, in the county of Arthabaska.

4th December, 1918.

Mr. Alexis Bouchard, school commissioner for the municipality of Bergeronnes, in the county of Saguenay. 4478

### Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Old Colony Insurance Company" a été enregistré pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont: Robert John Dale, Montreal.

### Treasury Department

Notice is hereby given that the "Old Colony Insurance Company" has been registered to transact, in the Province of Québec, the business of inland and ocean marine insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Québec, are Robert-John Dale, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce quatrième jour de décembre 1918. Pour le trésorier de la province de Québec.  
Le surintendant des assurances,  
4443—49-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la "Boston Insurance Company" a été enregistré pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique. Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont : R.-J. Dale, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce quatrième jour de décembre 1918. Pour le trésorier de la province de Québec.  
EDW. E. DUCKWORTH,  
4445—49-2 Surintendant des assurances.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this fourth day of December, 1918. For the treasurer of the Province of Quebec.  
EDW.-E. DUCKWORTH,  
4444—49-2 Superintendent of insurance.

Notice is hereby given that the "Boston Insurance Company", has been registered to transact in the Province of Quebec, the business of inland and ocean marine insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : R.-J. Dale, Montréal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this fourth day of December, 1918. For the treasurer of the Province of Quebec.  
EDW.-E. DUCKWORTH,  
4446—49-2 Superintendent of insurance.

### Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières. Cour supérieure No 251. Dme Philomène St-Louis, épouse de François-Xavier Paquin, résidant en la paroisse de Saint-Sylvere, et dûment autorisée aux fins des présentes par ordonnance de la Cour à poursuivre en séparation de biens, demanderesse ; vs F.-X. Paquin, domicilié en la paroisse de Saint-Wenceslas, mais résidant actuellement en la cité de Montréal, défendeur.

Il est ordonné au défendeur de comparaître sous un mois.

Trois-Rivières, 2 décembre 1918.

Le protonotaire C.S.,

AD. PROVENCHER.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire le vingt-unième jour de novembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,  
BUREAU & BIGUE.

2 décembre 1918.

4431—49-5

Province de Québec, district de Bedford. Cour supérieure, No 221. Dame Nevada-S. Bell, du village de Cowansville, dit district, épouse commune en biens de Homer-J. Knott, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, le dit Homer-J. Knott, en séparation de biens.

L'avocat de la demanderesse,

C.-A. NUTTING.

Sweetsburg, 7 novembre 1918. 4433—49-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court. No. 251. Dame Philomène St. Louis, wife of François-Xavier Paquin, residing in the parish of Saint-Sylvere, duly authorized by an order of this Court to bring suit for separation as to property, plaintiff ; vs F.-X. Paquin, heretofore of the parish of Saint-Wenceslas, residing lately in the city of Montreal, but now of an unknown residence, defendant.

The defendant is ordered to file an appearance in the case within one month.

Three Rivers, 2nd December, 1918.

AD. PROVENCHER,

P.S.C.

An action for separation as to property, has been instituted in this cause on the twenty-first day of November, 1918.

BUREAU & BIGUE,  
Attorneys for plaintiff.

2nd December, 1918.

4432—49-5

Province of Quebec, district of Bedford. Superior Court. No. 221. Dame Nevada-S. Bell, of the village of Cowansville, in said district, wife common as to property of Homer-J. Knott, of the same place, laborer, duly authorized to ester en justice, has sued the said Homer-J. Knott, this day, for a separation as to property.

C.-A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th November, 1918. 4434—49-5

### Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Bedford. No 9717. Dans la Cour supérieure.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant au village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 4ème jour de décembre courant, dans une cause dans laquelle Reuben-Benjamin Reynolds, de la cité de Manchester, dans l'état du New-Hampshire, un des états-unis d'Amérique, hôtelier et courtier en immeubles, est demandeur ; et Dame Minnie-L. Bell, de la ville et du district de Bedford, modiste, veuve de Charles-Seymour Reynolds, en son vivant du canton de Stanbridge, district de Bedford, cultivateur, et Dame Bertha-Mary Reynolds, de la cité de San-Francisco, dans l'état de Californie, l'un des

### Sale by licitation

Canada, province of Quebec, district of Bedford. No. 9717. In the Superior Court.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, rendered on the 4th day of December, instant, in a case wherein Reuben-Benjamin Reynolds, of the city of Manchester, in the state of New-Hampshire, one of the united states of America, hotel-keeper and real estate dealer, is the plaintiff ; and Dame Minnie-L. Bell, of the town and district of Bedford, milliner, widow of Charles-Seymour Reynolds, in his lifetime of the township of Stanbridge, district of Bedford, farmer, Dame Bertha-Mary Reynolds, of the city of San Francisco, in the state of California,

états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Hobart-E. Bessett tant personnellement que pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs ; et Joseph Messier, du canton de Stanbridge, district de Bedford, cultivateur, est mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir : une ferme connue et désignée comme étant le lot No 1, du 8ème rang du canton de Stanbridge, arpentage primitif, contenant 150 acres, et maintenant désignée comme étant les Nos 1165 et 1166 au cadastre officiel et au livre de renvoi pour le canton de Stanbridge, avec en plus un lopin de terre de 25 acres, ajouté à la dite ferme et en faisant partie, décrit comme étant la moitié sud-ouest du quartier ouest du lot No 1 du 7ème rang du canton de Stanbridge, arpentage primitif, contenant 25 acres, et maintenant désigné comme étant le lot No 1167 du canton de Stanbridge—avec les bâtisses construites sur les dits immeubles et les améliorations, les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et au dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, 1919, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au village de Sweetsburg, district de Bedford, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour supérieure du district de Bedford ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,  
McKEOWN & BOULANGER.

Sweetsburg, Qué., 5 décembre 1918. 4483—49—2

one of the united states of America, wife common as to property of Hobart E. Bessett, of the same place, contractor, and the said Hobart-E. Bessett, as well personally as for the purpose of authorizing and assisting his said wife herein are the defendants; and Joseph Messier, of the township of Stanbridge, district of Bedford, farmer, is the *mis-en-cause*, ordering the licitation of the following described immoveable property, to wit: a farm known and designated as lot No. 1 of the 8th range of the township of Stanbridge, primitive survey, containing 150 acres, and now known and designated as lots No. 1165 and 1166 of the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanbridge, and, in addition a strip of land joined to and forming part of the said farm, known and designated as the south west half of the west quarter of lot No. 1 of the 7th range of the said township of Stanbridge, primitive survey, containing 25 acres, and now known and designated as lot No. 1167 on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanbridge—the whole with the buildings thereon erected and all improvements, the just above described immoveable property will be put up at public auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of JANUARY, next, 1919, in open court, in the Court room of the Court house, at Sweetsburg, district of Bedford, subject to the charges, stipulations and conditions contained in the list of charges, fyled at the office of the prothonotary of the said court ; and that oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of the immoveables thus to be sold, must be fyled at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication of the said immoveables, as aforesaid, and oppositions for payment out of the proceeds of the licitation must be fyled in the office of the Court within six days after the adjudication ; and that in default of fying the said oppositions within the above prescribed delays, all parties will be foreclosed and precluded from so doing.

McKEOWN & Boulanger,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 5th December, 1918. 4484—49—2

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE  
OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE TELS QUE DONNES PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,  
E.-E. CINQ-MARS

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

4385

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

4386

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 49.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 49.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Audet vs Perron.....	2403
" Bell vs Knott.....	2423
" Hamelin vs Archambault.....	2402
" Lauzon vs Lépine.....	2402
" Solomon vs Faris.....	2403
" Soucy vs Ouellette.....	2402
" St-Louis vs Paquin.....	2323
" St. Louis vs Paquin.....	2402
" Vachon vs Cameron.....	2403

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Audet vs Perron.....	2403
" Bell vs Knott.....	2423
" Hamelin vs Archambault.....	2402
" Lauzon vs Lépine.....	2402
" Solomon vs Faris.....	2403
" Soucy vs Ouellette.....	2402
" St. Louis vs Paquin.....	2423
" St-Louis vs Paquin.....	2402
" Vachon vs Cameron.....	2403

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dme Dupuis vs Lefebvre.....	2403
" Gibeault vs Trudeau.....	2403

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Dupuis vs Lefebvre.....	2403
" Gibeault vs Trudeau.....	2403

### ANNONCEURS, avis aux.....

### ADVERTISERS, notice to.....

### AVIS DIVERS :—

Amendement aux règlements du Conseil Central d'hygiène.....	2404
Amendement aux règlements du Conseil Supérieur d'hygiène.....	2404
Montreal Plate Glass Insurance Coy..	2403

### MISCELLANEOUS NOTICES :—

Amendments to the By-laws of the Central Board of Health.....	2404
Amendments to the By-laws of the Superior Board of Health.....	2404
Montreal Plate Glass Insurance Coy..	2403

### COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

Godfrey Phillips, Ltd.....	2405
Maple Leaf Rubber Coy, ltd.....	2405

### COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

Godfrey Phillips, Ltd.....	2405
Maple Leaf Rubber Coy, ltd.....	2405

### COMPAGNIE DISSOUTE :—

Associated Bottlers Exchange & Protective Association.....	2405
---	------

### COMPANY DISSOLVE :—

Associated Bottlers Exchange & Protective Association.....	2405
---	------

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Boys Home of Montreal & Boys Farm & Training School.....	2398
British America Nickel Corporation, Ltd	2395
Cadioux, Joseph.....	2399
Cohen, Abraham-Saul.....	2396
Cité de Lachine.....	2397
Cité de Verdun.....	2394
Goyette, Alfred <i>et al.</i> .....	2400
Kander, Isaac <i>et al.</i> .....	2400
La cité de Lévis.....	2398

### APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Boys Home of Montreal & Boys Farm & Training School.....	2398
British America Nickel Corporation, Ltd	2395
Cadioux, Joseph.....	2399
Cohen, Abraham-Saul.....	2396
City of Lachine.....	2397
City of Verdun.....	2394
Goyette, Alfred <i>et al.</i> .....	2400
Kander, Isaac <i>et al.</i> .....	2400
The city of Lévis.....	2398

Lecavalier & Riel, ltée.....	2396	Lecavalier & Riel, ltée.....	2396
Les comptables publics de la province de Québec.....	2396	The Public Accountants of the Province of Québec.....	2396
Levis Tramways Coy.....	2399	Levis Tramways Coy.....	2399
L'Œuvre des vocations tardives.....	2399	L'Œuvre des vocations tardives.....	2399
Loi concernant la charte de la ville Saint- Laurent.....	2397	Act amending the charter of the town of Saint-Laurent.....	2397
Maillet, Gaston <i>et al.</i> .....	2398	Maillet, Gaston <i>et al.</i> .....	2398
Montreal Trust Coy.....	2396	Montreal Trust Coy.....	2396
Quebec & Ungava Ry. Co.....	2422	Quebec & Ungava Ry. Co.....	2422
Saint-Félicien & Ungava Ry. Co.....	2422	Saint-Félicien & Ungava Ry. Co.....	2422
Smith, Marvin <i>et al.</i> .....	2397	Smith, Marvin <i>et al.</i> .....	2397
Talbot, O.-E.....	2398	Talbot, O.-E.....	2398
Ville Saint-Hyacinthe.....	2394	Town of Saint-Hyacinthe.....	2394
<b>DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—</b>		<b>TREASURY DEPARTMENT :—</b>	
Boston Insurance Coy.....	2423	Boston Insurance Coy.....	2423
Old Colong Insurance Coy.....	422	Old Colong Insurance Coy.....	2422
Quebec Servian Relief Committee.....	2401	Quebec Servian Relief Committee.....	2401
South of France Relief Association.....	2400	South of France Relief Association.....	2400
South of France Relief Association.....	2401	South of France Relief Association.....	2401
<b>FAILLITE—AVIS DE :—</b>		<b>BANKRUPT NOTICES :—</b>	
Bergeron, dividende.....	2406	Bergeron, dividende.....	2406
Blain, dividende.....	2405	Blain, dividende.....	2405
Bouchard, nom. de curateur.....	2406	Bouchard, curator's appt.....	2406
Dumontier (Dme) cession.....	2406	Dumontier (Dme) assignment.....	2406
Fleming, cession.....	2406	Fleming, assignment.....	2406
Nicholson, dividende.....	2406	Nicholson, dividende.....	2406
Villeneuve & Frère, dividende.....	2406	Villeneuve & Frère, dividende.....	2406
<b>LETTRES PATENTES :—</b>		<b>LETTERS PATENT :—</b>	
Canadian Steel Products Coy., Incorp....	2392	Canadian Steel Products Coy., Incorp....	2392
Cie forestière Bourmont.....	2392	Cie forestière Bourmont.....	2392
"Le Soleil", ltée.....	2421	"Le Soleil", ltée.....	2421
Pollock Bros., Ltd.....	2389	Pollack Bros., ltd.....	2389
Scierie de la Sarre, ltée.....	2390	Scierie de la Sarre, ltée.....	2390
The Vogue Waist & Dress Company, Ltd	2390	The Vogue Waist & Dress Company, Ltd	2390
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—</b>	
Johnson Jennings, Incorp.....	2394	Johnson Jennings, Incorp.....	2394
Laurentide Sand & Gravel, Ltd.....	2393	Laurentide Sand & Gravel, Ltd.....	2393
<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—</b>		<b>DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—</b>	
Société coopérative agricole de Saint- Jacques-de-l'Àchigan.....	2401	Société coopérative agricole de Saint- Jacques-de-l'Àchigan.....	2401
<b>MINUTES DE NOTAIRE :—</b>		<b>NOTARIAL MINUTES :—</b>	
Demande par M. Antoine Boileau.....	2407	Application by Mr. Antoine Boileau.....	2407
<b>NOMINATIONS :—</b>		<b>APPOINTMENTS :—</b>	
Agent des terres et des bois de la Cou- ronne, division Saint-François.....	2387	Crown Land's & Forest Agent Saint Francis division.....	2387
Commissaires d'écoles :—Mun. Victori- ville ; Mun. Bergeronnes.....	2422	School commissioners : Mun. Victori- ville ; Mun. Bergeronnes.....	2422
Membre du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique: l'hon. Wil- frid Mercier.....	2387	Member of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, Hon. Wilfrid Mercier.....	2387
<b>ORDRE DE COUR :—</b>		<b>RULE OF COURT :—</b>	
Kearley & Tonge vs Smith.....	2407	Kearley & Tonge vs Smith.....	2407
<b>PROCLAMATION :—</b>		<b>PROCLAMATION :—</b>	
Canton Perrault.....	2388	Township Perrault.....	2388
<b>RATIFICATION DE TITRE :—</b>		<b>CONFIRMATION OF TITLE :—</b>	
Lecavalier <i>et al</i> vs Lecavalier <i>et al.</i> .....	2407	Lecavalier <i>et al</i> vs Lecavalier <i>et al.</i> .....	2407

TRANSFERT DE MINUTES :—		MINUTES TRANSFERRED :—	
En faveur de M. Charles Duval.....	2408	In favor of Mr. Charles Duval.....	2408
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Reynolds vs Dme Bell <i>et al.</i> .....	2423	Reynolds vs Dme Bell <i>et al.</i> .....	2423
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
ARTHABASKA :—		ARTHABASKA :—	
Côté <i>et al.</i> vs Chauvette.....	2408	Côté <i>et al.</i> vs Chauvette.....	2408
CHICOUTIMI :—		CHICOUTIMI :—	
Ouellet vs Lajoie.....	2409	Ouellet vs Lajoie.....	2409
GASPÉ :—		GASPÉ :—	
Levesque vs Adams.....	2409	Levesque vs Adams.....	2409
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Joly vs Provost.....	2410	Joly vs Provost.....	2410
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Bessette vs Delle Potbin.....	2411	Bessette vs Delle Potbin.....	2411
Delisle vs Dme Delisle.....	2411	Delisle vs Dme Delisle.....	2411
Desmarteau vs Maillé.....	2411	Desmarteau vs Maillé.....	2411
DeRosay (Dme) vs Dme Duplessis.....	2415	DeRosay (Dme) vs Dme Duplessis.....	2415
Kaufman (Dme) vs Broad Realty Ltd.....	2416	Kaufman (Dme) vs Broad Realty Ltd.....	2416
La cité de Montréal vs Mongeau.....	2414	The city of Montreal vs Mongeau.....	2414
La cité d'Outremont vs de Montigny.....	2415	The city of Outremont vs de Montigny.....	2415
Lavoie (Dme) vs The Verdun Coal & Feed Coy.....	2413	Lavoie (Dme) vs The Verdun Coal & Feed Coy.....	2413
Lawlor (Dme) vs héritiers Ball.....	2414	Lawlor (Dme) vs heirs Ball.....	2414
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Emond <i>et al.</i> .....	2416	Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Emond <i>et al.</i> .....	2416
Rousseau vs Bertrand <i>et al</i> <i>èsq.</i> .....	2412	Rousseau vs Bertrand <i>et al</i> <i>èsq.</i> .....	2412
St. Aubin vs Dme Aubry <i>èsq.</i> .....	2412	St. Aubin vs Dme Aubry <i>èsq.</i> .....	2412
Ville de Montréal-Ouest vs héritiers Dme Telmore.....	2414	Town of Montreal-West vs heirs Dme Telmore.....	2414
OTTAWA :—		OTTAWA :—	
Hastey vs Kimmons.....	2417	Hastey vs Kimmons.....	2417
The Granby & Paper Coy vs McLaughlin.....	2417	The Granby & Paper Coy vs McLaughlin.....	2417
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Cloutier vs Racine.....	2417	Cloutier vs Racine.....	2417
QUÉBEC :—		QUEBEC :—	
Beaudoin vs Johnson.....	2418	Beaudoin vs Johnson.....	2418
La cité de Lévis vs Paradis.....	2418	The city of Levis vs Paradis.....	2418
SAINT-FRANCOIS :—		SAINT-FRANCIS :—	
Quinn vs Bégin.....	2419	Quinn vs Bégin.....	2419
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
La Cie d'immeubles, ltée vs Dme Renière.....	2419	La Cie d'immeubles, ltée vs Dme Renière.....	2419
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
Gélinas vs Deschènes.....	2420	Gélinas vs Deschènes.....	2420
Vallée vs St. Arnaud.....	2420	Vallée vs St. Arnaud.....	2420

